

EVIDENCE

OTTAWA, Monday, October 3, 2022

The Standing Senate Committee on Human Rights met with videoconference this day at 4:11 p.m. [ET] to examine such issues as may arise from time to time relating to human rights generally.

Senator Salma Ataullahjan (Chair) in the chair.

[*English*]

The Chair: Honourable senators, I am Salma Ataullahjan, a senator from Toronto and chair of this committee. Welcome.

I would like to introduce the members of the committee who are participating in this meeting: Senator Arnot from Saskatchewan, Senator Gerba from Quebec, Senator Hartling from New Brunswick, Senator Jaffer from British Columbia and Senator Ravalia from Newfoundland and Labrador.

Our committee is studying Islamophobia under its general order of reference. Our study will cover, among other matters, the role of Islamophobia with respect to online and offline violence against Muslims, gender discrimination and discrimination in employment, including Islamophobia in the federal public service. Our study will also examine the sources of Islamophobia, its impacts on individuals — including mental health and physical safety — and possible solutions and government responses.

After holding two meetings in June in Ottawa, our committee held public meetings last month in Vancouver, Edmonton, Quebec City and Toronto. In addition, we visited mosques in each of those cities. Today, we continue our public meetings in Ottawa to hear from national organizations and representatives from other parts of our country.

Let me provide some details about our meeting today. This afternoon, we shall have two one-hour panels with a number of witnesses who have been invited. In each panel, we'll hear from the witnesses and then senators will ask questions of the witnesses. At the conclusion of the public portion of our meeting, the committee will hold a short in camera meeting to discuss future business.

Now I will introduce our first panel of witnesses. Each witness has been asked to make an opening statement of about five minutes. We shall hear from all witnesses, and then turn to questions from senators. Witnesses, I ask you to stick to the time limit. As you can see, there are six senators sitting here, and we will all have questions. Also, if you feel that you missed something, you can always make a written submission to us.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le lundi 3 octobre 2022

Le Comité sénatorial permanent des droits de la personne se réunit aujourd'hui à 16 h 11 (HE) pour examiner les questions qui pourraient survenir concernant les droits de la personne en général.

La sénatrice Salma Ataullahjan (présidente) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La présidente : Honorables sénateurs, je me présente, Salma Ataullahjan, sénatrice de Toronto et présidente du comité.

Je vais présenter les membres du comité qui participent à la séance : le sénateur Arnot, de la Saskatchewan, la sénatrice Gerba, du Québec, la sénatrice Hartling, du Nouveau-Brunswick, la sénatrice Jaffer, de la Colombie-Britannique, et le sénateur Ravalia, de Terre-Neuve-et-Labrador.

Notre comité réalise une étude sur l'islamophobie en vertu de notre ordre de renvoi général. L'étude porte notamment sur le rôle de l'islamophobie dans la violence en ligne et hors ligne contre les musulmans, la discrimination fondée sur le sexe et la discrimination en matière d'emploi, y compris dans la fonction publique fédérale. Elle s'intéresse également à la source de l'islamophobie, à ses répercussions sur les personnes, notamment sur les plans de la santé mentale et de la sécurité physique, ainsi qu'aux solutions et aux interventions gouvernementales possibles.

Après avoir consacré deux séances à la question en juin à Ottawa, notre comité a tenu des audiences publiques à Vancouver, à Edmonton, à Québec et à Toronto le mois dernier. De plus, nous avons visité des mosquées dans chacune de ces villes. Aujourd'hui, nous poursuivons nos audiences publiques à Ottawa afin d'entendre les témoignages d'organisations nationales et de représentants d'autres régions du pays.

Voici quelques détails au sujet de la séance d'aujourd'hui. Cet après-midi, nous entendrons pendant une heure chacun deux groupes composés de plusieurs témoins. Avec chaque groupe, nous entendrons d'abord les exposés des témoins, après quoi les sénateurs poseront des questions. Après la partie publique de la réunion, le comité se réunira à huis clos pour discuter de ses travaux futurs.

Je vais maintenant présenter notre premier groupe de témoins. Chaque témoin a été invité à faire un exposé préliminaire d'environ cinq minutes. Nous entendrons tous les témoins, puis nous passerons aux questions des sénateurs. Je demande aux témoins de respecter le temps imparti. Comme vous pouvez le voir, il y a six sénateurs assis ici, et nous aurons tous des questions. En outre, si vous avez l'impression d'avoir manqué

From the Moncton Muslim Association, we welcome Abdal Khan. You have the floor, sir.

Abdal Khan, President, Moncton Muslim Association: Thank you very much. First of all, this is my first time. I am not sure what is expected in terms of my presentation here. I am the President of the Moncton Muslim Association and the Moncton Masjid, which opened almost 15 years ago. We take care of most of the Muslim community's needs here in Moncton.

As I said, I'm not familiar with what I'm supposed to present, but I will give you some examples of what we deal with here when it comes to Islamophobia.

I have one typical example that's more recent. During the last Ramadan, which was May of last year, I was at the mosque and there was somebody outside the mosque who started yelling obscenities and a lot of hateful words against Muslims. A few of them were "Go back to your country," "You don't pay taxes," "What are you doing inside?" — it went on. He was a little bit intoxicated too, that's what I assume. He was there, yelling obscenities outside the mosque. We tried to calm him down, but eventually I believe one of the neighbours called the RCMP and then he was gone. I'm not sure what happened after.

Things like that do happen. I think it's because of Islamophobia in our communities.

I want to point out one thing: Instead of dealing with the after effects or cosmetic changes, we have to go to the root cause of this information. The example I gave you of the guy who outside the mosque saying that we don't pay taxes — that is very absurd. We have to deal with the misinformation in the community. In Canada, in general, people are misinformed about immigrants who come to this country.

First of all, one thing I have observed that a lot of people think is that everyone who immigrates to Canada is most likely a refugee. We welcome all refugees, and we are proud, as Canadians, to bring refugees in and help them. But somehow they think that everybody comes in, they're taking benefits and stuff like that. I think probably 95% of the immigrants who come here are not refugees. They are professionals in their fields who try to make a good professional life in Canada and have a better life. That's why they move here.

quelque chose, vous pouvez toujours nous faire parvenir un mémoire écrit.

Nous entendrons tout d'abord Abdal Khan, de l'Association des musulmans de Moncton. La parole est à vous, monsieur.

Abdal Khan, président, Association des musulmans de Moncton : Merci beaucoup. Tout d'abord, c'est ma première fois. Je ne sais pas trop ce que l'on attend de moi comme présentateur ici. Je suis le président de l'Association des musulmans de Moncton et de la mosquée de Moncton — Moncton Masjid —, qui a ouvert ses portes il y a presque 15 ans. Nous répondons à la plupart des besoins de la communauté musulmane, ici, à Moncton.

Comme je l'ai dit, je ne sais pas exactement ce que je suis censé présenter, mais je vais vous donner quelques exemples de ce à quoi nous avons affaire ici en matière d'islamophobie.

J'ai un exemple type qui est plus récent. Pendant le dernier ramadan, qui était en mai de l'année dernière, j'étais à la mosquée et il y a quelqu'un dehors qui a commencé à crier des obscénités et beaucoup de mots haineux contre les musulmans. En voici quelques-uns : « Retourne dans ton pays », « Tu ne paies pas de taxes », « Que faites-vous à l'intérieur? » Il ne voulait pas se taire. Il était aussi un peu ivre, c'est ce que je suppose. Il était là, à hurler des obscénités devant la mosquée. Nous avons essayé de le calmer, mais finalement, je crois qu'un des voisins a appelé la GRC, puis il est parti. Je ne suis pas sûr de ce qui s'est passé ensuite.

Ce genre de choses arrive. Je pense que c'est à cause de l'islamophobie dans nos communautés.

Je tiens à souligner une chose : au lieu de traiter les effets secondaires ou de faire des changements cosmétiques, nous devons nous attaquer à la cause profonde de ce phénomène. L'exemple que je vous ai donné du type devant la mosquée qui disait que nous ne payons pas d'impôts, c'est tout à fait absurde. Nous devons nous attaquer à la désinformation dans la société. Au Canada, en général, les gens sont mal informés sur les immigrants.

Tout d'abord, j'ai observé une chose que beaucoup de gens pensent, à savoir que toute personne qui immigre au Canada est très probablement un réfugié. Nous accueillons tous les réfugiés, et nous sommes fiers, en tant que Canadiens, d'accueillir des réfugiés et de les aider. Toutefois, pour une raison quelconque, les gens pensent que tous ceux qui arrivent reçoivent des avantages et des choses comme ça. Je pense que probablement 95 % des immigrants qui viennent ici ne sont pas des réfugiés. Ce sont des professionnels dans leur domaine qui essaient de faire une bonne vie professionnelle au Canada et d'avoir une meilleure vie. C'est pour cela qu'ils viennent ici.

Another example is — as he was saying — we don't pay taxes and things like that. In general, people who have Islamophobia or harbour hate against Muslims feed on that misinformation. They feed on the information that is spread in the community about immigrants in general. That creates tropes, then they become organized and do silly things.

That's what I would like to focus on. To eliminate Islamophobia — not only Islamophobia, but hate against immigrants or people of colour — we must educate people; eliminate misinformation from society; give them the right information and right numbers; talk about the contributions of Muslims, people of colour and immigrants who came to this country and how they can help build this country together.

We have to spend a lot of resources to spread the right information in the community and eliminate the wrong information that is prevailing and creating hate and Islamophobia. That's what I would like to say. I will now pass to the next person.

The Chair: Thank you very much, Mr. Khan. Now, I would like to turn to Iman Abdallah Yousri, the Executive Director of the Ummah Mosque. You have the floor.

Imam Abdallah Yousri, Executive Director, Ummah Mosque and Community Centre: Thank you, Madam Chair, for the introduction.

I would like to speak about a few points briefly. For the Muslim community at this point in time, as we see a rise in Islamophobic attacks and many of the hate crimes against Muslims, it is extremely important for us to come up with a clear definition of "Islamophobia" since we do not have something that clearly defines what "Islamophobia" is about. We believe that is the foundation of moving a step further toward putting an end to anti-Muslim hate and anti-Muslim attacks.

That is one of the pivotal things we need to see happen. This is for the Senate to act upon. Without this, we would just be going around in circles, as we have seen in many cases.

One of the other important things that we wanted to point out is that hate crimes or hate speech are not clearly defined in the Criminal Code. We have seen terrible issues in Halifax and surrounding areas to a point that I want to mention one of the incidents that just manifests the importance of defining Islamophobia and hate crimes.

We have seen a CBC report about one of the elected officials in one of the municipalities around us in Nova Scotia speaking about mosques that need to be blown away and Qurans that need

Un autre exemple, comme cet homme le disait, est l'idée que nous ne payons pas de taxes, entre autres. En général, les personnes qui sont islamophobes ou qui éprouvent de la haine envers les musulmans se nourrissent de cette désinformation. Ils se nourrissent des informations qui sont diffusées dans la communauté à propos des immigrants en général. Cela crée des stéréotypes, puis les gens s'organisent et font des choses stupides.

C'est sur ce point que je voudrais me concentrer. Pour éliminer l'islamophobie — pas seulement l'islamophobie, mais la haine contre les immigrants ou les personnes de couleur —, nous devons éduquer les gens; éliminer la désinformation de la société; donner aux gens les bonnes informations et les bons chiffres; et parler des contributions des musulmans, des personnes de couleur et des immigrants qui sont venus dans ce pays et de la façon dont ils peuvent les aider à bâtir le Canada ensemble.

Nous devons dépenser beaucoup de ressources pour diffuser les bonnes informations dans la communauté et éliminer les mauvaises informations qui prévalent et créent la haine et l'islamophobie. C'est ce que je voudrais dire. Je passe maintenant la parole à la personne suivante.

La présidente : Merci beaucoup, M. Khan. Maintenant, je vais me tourner vers l'imam Abdallah Yousri, le directeur général de la mosquée Ummah. Vous avez la parole.

Imam Abdallah Yousri, directeur général, Mosquée Ummah et centre communautaire : Madame la présidente, je vous remercie de cette présentation.

Je voudrais aborder brièvement certains éléments. Pour la communauté musulmane, à l'heure actuelle, alors que nous assistons à une augmentation des attaques islamophobes et à de nombreux crimes haineux perpétrés contre les musulmans, il est extrêmement important d'établir une définition claire de l'« islamophobie », puisqu'il n'en existe aucune. Nous pensons qu'une telle définition nous permettra de faire un pas de plus vers l'élimination de la haine et des attaques contre les musulmans.

Voilà une des mesures essentielles qui doit être prise, et il revient au Sénat de le faire. Autrement, nous ne ferions que tourner en rond, comme ce fut souvent le cas.

Nous voulons également souligner que les crimes haineux ou les discours haineux ne sont pas clairement définis dans le Code criminel. Nous avons été témoins d'événements terribles à Halifax et dans les régions avoisinantes, à tel point que je veux parler de l'un des incidents qui ne fait que démontrer l'importance de définir l'islamophobie et les crimes haineux.

Un reportage de la CBC a indiqué qu'un élu de l'une des municipalités avoisinantes en Nouvelle-Écosse avait soutenu qu'il fallait faire sauter les mosquées et mettre le feu au Coran,

to be burned, or something like this. It was reported in social media and by CBC. Unfortunately, nothing happened as a consequence of these words despite the fact that it became public. We have seen officials saying, "It is not a crime to be racist; it is not considered a crime to say such things," which also then keeps us in these loops and gives the Muslim community a kind of sense that it is more about trying to find comfort for people with words. However, the willingness to have concrete actions in place is not there. These things are reported and commented on publicly for you to have a say in.

The other important area — which I've seen some have done lots of work around — is the federal institutions like the Canada Revenue Agency, or CRA, Immigration, Refugees and Citizenship Canada and the services and work that they do. There are lots of Muslim communities, individuals and activists who are talking about discrimination against Muslim institutions — charities, mosques, youth centres — and different institutions dealing with different parameters and different rules for Muslim charities, Muslim activists, imams and religious figures. This is another important question raised by the Muslim community, whether in the East or the West. Thank you. I appreciate your work.

The Chair: Thank you, Iman Yousri. I failed to mention that Iman Yousri is speaking to us from the beautiful city of Halifax. Iman, I was there about six weeks ago. Thank you for joining us.

Now we have from the Sabeel Muslim Youth and Community Centre, Mostafa Hanout. You have the floor.

Mostafa Hanout, Vice-Chairman, Sabeel Muslim Youth and Community Centre: Thank you so much for having me today. I really appreciate that. I'm full of positivity about this meeting. I don't have any similar experience before such meetings, but I'm full of positivity. I always regarded Canada as one of the most reputable countries in terms of protecting the rights of minority communities, and I'm very optimistic about the outcomes of this meeting and any other effort that goes along the same road to address the problem of Islamophobia.

I agree with what was previously mentioned by Mr. Khan and Iman Abdallah Yousri. I have some first-hand experience. It's not at all about personal experience, of course, because the Islamophobia problem is well recognized. We've seen some devastating consequences of this hate. We've seen innocent people, innocent worshippers being killed. It's not really about

ou quelque chose du genre. C'est ce qui a été rapporté dans les médias sociaux et par la CBC. Malheureusement, ces paroles n'ont entraîné aucune conséquence, quoiqu'elles aient été rendues publiques. Des fonctionnaires ont dit : « Ce n'est pas un crime d'être raciste; ce n'est pas considéré comme un crime de dire de telles choses. » Or, de telles affirmations nous font faire du sur place et donnent à la communauté musulmane le sentiment que l'on tente plutôt d'essayer de réconforter les gens avec des mots. Quant à elle, la volonté de prendre des mesures concrètes s'avère absente. Ces affirmations sont rapportées et commentées publiquement, de sorte que chacun peut y mettre son grain de sel.

Un autre enjeu important — sur lequel certains ont beaucoup travaillé — concerne les institutions fédérales comme l'Agence du revenu du Canada, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, ainsi que les services qu'elles fournissent et le travail qu'elles font. Beaucoup de communautés musulmanes, de musulmans et de militants parlent de discrimination à l'égard des institutions musulmanes, qu'il s'agisse d'organismes de bienfaisance, de mosquées ou de centres de jeunesse, et ils affirment que diverses institutions appliquent des règles et des critères différents aux organismes de bienfaisance musulmans, aux militants musulmans, aux imams et aux personnalités religieuses. Voilà une autre question importante soulevée par la communauté musulmane, aussi bien à l'est qu'à l'ouest. Je vous remercie, et je vous suis reconnaissant de votre travail.

La présidente : Je vous remercie, imam Yousri. J'ai oublié de mentionner que l'imam Yousri nous parle depuis la belle ville d'Halifax. Monsieur l'imam, j'y étais il y a environ six semaines. Je vous remercie de vous joindre à nous.

Comme prochain intervenant, nous avons M. Mostafa Hanout du Sabeel Muslim Youth and Community Centre. Vous avez la parole.

Mostafa Hanout, vice-président, Sabeel Muslim Youth and Community Centre : Merci beaucoup de me recevoir aujourd'hui. Je vous en suis très reconnaissant. Cette réunion me remplit d'enthousiasme. Je n'ai jamais participé à une réunion du genre, mais je suis très enthousiaste. J'ai toujours considéré le Canada comme l'un des pays les plus réputés en matière de protection des droits des communautés minoritaires, et je suis très optimiste quant aux résultats de cette réunion et de toute autre initiative allant dans le même sens pour lutter contre le problème de l'islamophobie.

Je suis d'accord avec ce qu'ont dit précédemment M. Khan et l'imam Abdallah Yousri. J'ai de l'expérience dans le domaine. Bien sûr, ce n'est pas qu'une question d'expérience personnelle, puisque le problème de l'islamophobie est bien connu. Cette haine nous a apporté des conséquences dévastatrices. Des personnes innocentes, des fidèles innocents ont été tués. Il n'est

my personal experience, but I will share this personal experience that happened to my daughter in a school just to highlight what's going on and also to give us some thoughts on what we need to do.

My daughter is a high-schooler and one of the students in her class has very negative thoughts about Islam and is very Islamophobic. He would tell her things like, "Do you have a bomb in your bag?" — stuff like that. Until one day he actually physically attacked her and pulled her veil forcibly off her head. This student was suspended for one day. He didn't repeat the action against my daughter afterwards. He still carried the same thoughts, has still made the same comments and shared the same sentiments with other students, which brings us to thinking what should be done to address that.

I second Iman Yousri for what he suggested — that there should be a free-standing provision to the Criminal Code that mandates some action towards similar hateful or Islamophobic actions if we really are to address the problem and stop it. There could also be some form of rehabilitation required for people who commit such aggressions.

In addition to that, I think raising the awareness of the community or incorporating some sort of information into the education system to counter such negative concepts and help make people more aware or inclusive. These are all suggestions. As I said, I'm very positive and optimistic about the outcome of this meeting, and I'm confident that all the efforts taken on this path towards addressing Islamophobia will be fruitful. Again, I thank you for the opportunity to be here.

The Chair: I want to take this opportunity to thank all of you for your presentations. We will now proceed to questions from senators.

Senator Jaffer: *Salaam Alaikum* to all of you and thank you for being here. I want to start with three short questions to each witness. I'll start with Mr. Hanout.

You said one action, but it's not really one action. It's one action that leads to many actions. Your daughter's experience, she probably will never forget. It's very important for us to hear those. Besides suspending the student for a day — I have my views on that suspension, but I won't say that here — but what else did the school do? What other steps did the school take to empower your daughter or make her feel more at home and also to let other students know that this is not acceptable behaviour?

Mr. Hanout: My daughter's teacher was very supportive and was upset about the action that this student committed. She spoke with him, but I'm not aware of any further actions. I would say my daughter doesn't have a problem at the school. She's happy, has friends and she's okay. After the suspension,

pas vraiment question de mon expérience personnelle, mais je vais raconter l'expérience personnelle vécue dans une école par ma fille, simplement pour expliquer ce qui se passe et pour nous donner quelques pistes de réflexion sur la voie à suivre.

Ma fille fréquente l'école secondaire, et un des élèves de sa classe a une conception très négative de l'islam; il est très islamophobe. Il lui dit des choses du genre « As-tu une bombe dans ton sac? » Un jour, il l'a attaquée en lui arrachant son voile de la tête. Cet élève a été suspendu de l'école pendant un jour. Il n'a plus attaqué ma fille par la suite. Pourtant, sa conception n'a pas changé. Il a continué à faire les mêmes commentaires et à partager les mêmes sentiments avec d'autres élèves, ce qui nous amène à réfléchir à ce qu'il faudrait faire pour remédier à cette situation.

J'appuie la suggestion de l'imam Yousri, à savoir qu'il devrait y avoir une disposition distincte dans le Code criminel qui rendrait obligatoires certaines mesures à l'égard d'actes haineux ou islamophobes de la sorte, si nous souhaitons vraiment nous attaquer au problème et y mettre fin. Une forme de réadaptation pourrait également être exigée pour les personnes qui commettent de telles agressions.

Je pense aussi qu'il faudrait sensibiliser la communauté ou intégrer certains renseignements au système d'éducation pour contrer de tels concepts négatifs et rendre les gens plus conscientisés ou plus ouverts. Ce ne sont que des suggestions. Comme je l'ai dit, je suis très optimiste quant à l'issue de cette réunion et je suis convaincu que tous les efforts déployés sur cette voie pour lutter contre l'islamophobie s'avéreront fructueux. Je vous remercie encore une fois de m'avoir invité.

La présidente : Je profite de l'occasion pour vous remercier tous de vos présentations. Nous allons maintenant passer aux questions des sénateurs.

La sénatrice Jaffer : *Salaam Alaikum* et merci de votre participation. J'aimerais commencer par poser trois brèves questions à chacun des témoins. Je commencerais par M. Hanout.

Vous avez parlé de prendre des mesures. Or, une mesure mène à une autre. Votre fille n'oubliera probablement jamais l'expérience qu'elle a vécue. Il est très important que de telles expériences soient racontées. Outre la suspension d'un jour de l'élève — j'ai une opinion sur cette suspension, mais ce n'est pas la tribune pour l'exprimer —, la direction de l'école a-t-elle fait autre chose? Quelles autres mesures l'école a-t-elle prises pour autonomiser votre fille ou pour qu'elle se sente plus à l'aise, ainsi que pour faire savoir aux autres élèves qu'un tel comportement est inacceptable?

M. Hanout : L'enseignante de ma fille a été d'un grand soutien et elle a été bouleversée par l'acte commis par cet élève. Elle a discuté avec lui, mais je ne sais pas si d'autres mesures ont été prises. Je dirais que ma fille n'a pas de problème à l'école. Elle est heureuse, elle a des amis et elle va bien. Après la

this particular student did not repeat any action towards her specifically, although she tells me that he still says similar things to others. But there's no process in place to rehabilitate this kind of unacceptable behaviour. I'm not aware of one, further than the suspension.

Senator Jaffer: How old was your daughter?

Mr. Hanout: She's now 17.

Senator Jaffer: A question for Iman Yousri. Imam, you talked about the definition of Islamophobia and our committee has been struggling with the definition. Any expert I've asked has said they don't really have a definition. Our chair had come up with a good definition of being racist against Islam. What would your definition be?

Mr. Yousri: Thank you, senator, for the question. This work needs to happen after research. We have seen similar work done in the U.K., where a definition came out after lots of research and discussions with Muslim organizations across the country, and I think this is worth being looked at.

Second, I don't want to impose a personal definition for something like this for the Muslim community. However, what we want to see are serious actions to launch this research, including by experts in anti-racism. There are experts in Islamophobia across the country in different universities who are starting research around this. I think we would be able to come up with a definition that really reflects this, and also benefit from other work that has been done in other countries around us.

Senator Jaffer: Thank you, Imam. Mr. Khan from the Moncton Muslim Association, I was very interested in your presentation. I see the association purchased a property that was converted into Moncton's first mosque. I'm wondering if you've applied for funds from the federal government for security of that mosque in order to have cameras and other things so that the mosque is secure?

Mr. Khan: Thank you for the question, senator. It is a very good question. Actually, that's one of our main points.

We applied to the Security Infrastructure Program, or SIP, from the federal government almost a year and a half ago. The process is taking so long to actually get anything done. We do have security, but it's not sufficient for the mosque. That program is so slow to respond that it's been over a year and a half. A few months ago we finally got a response that it's almost

suspension, l'élève en question n'a pas récidivé envers ma fille, quoiqu'elle affirme qu'il dit encore des choses semblables à d'autres. Cependant, il n'existe aucun processus de réadaptation pour ce genre de comportement inacceptable. Je n'en connais pas, à part la suspension.

La sénatrice Jaffer : Quel âge avait votre fille?

M. Hanout : Elle a maintenant 17 ans.

La sénatrice Jaffer : J'ai maintenant une question pour l'imam Yousri. Vous avez parlé de la définition de l'islamophobie, et notre comité a du mal avec cette définition. Tous les experts à qui j'ai posé la question m'ont répondu qu'ils n'avaient pas vraiment de définition. Notre présidente a suggéré une bonne définition, c'est-à-dire d'être raciste envers l'Islam. Quelle serait votre définition?

M. Yousri : Madame la sénatrice, je vous remercie de cette question. Une telle définition doit être issue de travaux de recherche. De tels travaux ont eu lieu au Royaume-Uni, où une définition a été élaborée après de nombreuses recherches et discussions avec des organisations musulmanes partout au pays, et je pense qu'il vaut la peine de l'examiner.

Je ne voudrais pas imposer une définition personnelle sur une telle question à la communauté musulmane. Cependant, nous souhaitons que des mesures sérieuses soient entreprises pour lancer des recherches, et qu'elles incluent des experts de l'antiracisme. Des spécialistes universitaires de l'islamophobie de partout au pays lancent des recherches sur ce sujet. Je pense que nous serions en mesure de proposer une définition qui reflète ces recherches et qui bénéficierait également des travaux réalisés dans d'autres pays.

La sénatrice Jaffer : Je vous remercie, monsieur l'imam. Monsieur Khan, de l'Association des musulmans de Moncton, votre présentation m'a beaucoup intéressée. Je constate que l'association a acheté une propriété pour en faire la première mosquée de Moncton. Je me demande si vous avez réclamé des fonds au gouvernement fédéral pour assurer la sécurité de cette mosquée, afin d'y installer des caméras et d'autres dispositifs de sécurité.

M. Khan : Je vous remercie de la question, madame la sénatrice. Elle est excellente. En fait, c'est l'un des principaux points que nous voulons soulever.

Nous avons présenté une demande au Programme de financement des projets d'infrastructure de sécurité, qui est offert par le gouvernement fédéral, il y a presque un an et demi. Le processus est extrêmement long pour faire quoi que ce soit. Nous avons effectivement un système de sécurité, mais il est insuffisant pour la mosquée. Les délais de ce programme sont

approved. But then the people working on the project were on vacation, and when they came back, we gave all the information needed and we are still waiting. It's been over a month since we've received a response.

I think it's a great program, and the vulnerable communities could really benefit from that. However, I think it's very slow to respond. We need to make sure that if somebody puts in a request, it's done in a few months, not more than a year or so.

Senator Jaffer: If I'm not mistaken, you have been waiting now for almost 25 months, is that correct?

Mr. Khan: I don't know the exact number of months, but it's more than a year and a half, that's for sure.

Senator Jaffer: Okay, thank you. The part we've heard from other witnesses is that the forms are very complicated to fill in.

Mr. Khan: True.

Senator Jaffer: They are really complicated, was that your experience as well?

Mr. Khan: Yes, it was. It's complicated and there are a lot of requirements, and not much help to fill those in. Maybe one way to solve it is to have one of the members of that department help the candidates fill out the forms, perhaps online sessions with whoever is applying for the grant to guide them through filling out the forms. If I remember correctly, I think it took us almost two months just to file the request for the grant.

Senator Jaffer: Thank you.

Senator Arnot: I'm addressing these comments to all the witnesses, and I'd like them to give their impression about some of these issues.

It's quite clear to us, certainly to me, that Islamophobia is acute in Canada. We've heard about a plethora of incidents and situations that really call for it to be addressed.

I believe that one of the ways that this could be addressed is through the power of education as an inoculant against hate, ignorance and fear, which is giving rise to anti-Muslim hate and racism. I say that because we live in Canada — a multicultural, multi-ethnic country. Canadian Heritage has a lot to do with that issue.

très longs : nous attendons depuis plus d'un an et demi. Il y a quelques mois, nous avons enfin reçu une réponse indiquant que notre demande était presque approuvée. Toutefois, les personnes qui travaillaient sur le projet sont parties en vacances. À leur retour, nous avons donné toute l'information nécessaire, mais nous attendons toujours. Il y a maintenant plus d'un mois que nous avons reçu une réponse.

À mon avis, c'est un excellent programme, et les communautés vulnérables pourraient vraiment en tirer parti. Le délai de réponse est toutefois très long. Nous devons faire en sorte que le traitement des demandes nécessite quelques mois, et non pas plus d'un an.

La sénatrice Jaffer : Si je ne me trompe pas, vous attendez depuis près de 25 mois. Est-ce exact?

M. Khan : Je ne pourrais pas vous dire le nombre de mois exact. Chose certaine, nous attendons depuis plus d'un an et demi.

La sénatrice Jaffer : D'accord, merci. D'autres témoins nous ont dit que les formulaires étaient très compliqués à remplir.

M. Khan : C'est vrai.

La sénatrice Jaffer : Ils sont très compliqués. Est-ce aussi ce que vous avez vécu?

M. Khan : Oui, c'est compliqué. Il y a de nombreuses exigences et très peu d'aide pour remplir les formulaires. Pour résoudre ce problème, il serait peut-être utile qu'un fonctionnaire du ministère aide les candidats à remplir les formulaires, probablement au moyen de séances en ligne. Le fonctionnaire guiderait les demandeurs de subvention. Si je me souviens bien, il nous a fallu près de deux mois seulement pour préparer la demande de subvention.

La sénatrice Jaffer : Merci.

Le sénateur Arnot : Mes observations s'adressent à tous les témoins, et j'aimerais avoir leur point de vue sur une partie des questions soulevées.

Il est évident pour nous — c'est certainement mon cas — que l'islamophobie est un problème grave au Canada. On nous a raconté une pléthore d'incidents et de situations qui soulignent vraiment la nécessité de s'y attaquer.

À mon avis, l'une des façons de le faire est de miser sur le pouvoir de l'éducation comme un vaccin contre la haine, l'ignorance et la peur, qui sont à la source du racisme et de la haine envers les musulmans. Après tout, nous vivons au Canada : un pays multiethnique et multiculturel. Patrimoine canadien a un rôle prépondérant à jouer dans ce dossier.

In respect of education, I'm wondering what the witnesses might say about the need to develop a K to 12 set of resources that really answers the questions, "What does it mean to be a Canadian citizen? What are the rights of citizenship?" More importantly, what are the responsibilities that come with those rights, and how do you build and maintain respect for every citizen, no exception, because every human being deserves equal moral consideration? That's in the K to 12 system.

With respect to adults, I'm wondering if the witnesses would comment on the responsibility of Canadian Heritage to develop strategies and multi-platform communication programs that could be used to build understanding where there is ignorance and support inclusion rather than exclusion.

I'm just wondering what the witnesses would say about that aspect of education, both in the K to 12 system and to adult Canadians.

Mr. Khan: Thank you. Actually, that's a great question. It's the most important topic. I was talking to my wife about this. She's a supply teacher in the school. More than adults, I think the most important thing is to give knowledge to K to 12 students because that's the generation that's going to take the concepts and spread them. I don't think there's currently any program that teaches particularly about Islam.

I'll give you an example. My kids grew up here in Moncton. They were born and raised here. One is in university, two are in high school. When they were younger, there was not much diversity. They were probably the only Brown kids, with maybe one or two other Muslim kids in the whole school. Nobody knew about Ramadan, nobody knew about prayers or had any information. They struggled going through that system.

Now, I think there's a difference. There are a lot of Muslim kids in school now who talk about Ramadan, prayers and all that stuff. The district caught up because the population increased.

We have to have consistent programs for K to 12 students where local mosques and Islamic organizations are invited, maybe every four to six months, to give a light presentation about what Islam is. This way, it brings awareness among kids that it's a religion and maybe it's a little bit different from what they might practise, but that's what they do and why they do it. In this way, they've developed an understanding and acceptance of the Islamic culture so they're not surprised. Or if somebody gives them wrong information or the twisted part of Islamic religion, they can differentiate.

Au sujet de l'éducation, je me demande ce que pensent les témoins du besoin d'élaborer un ensemble de ressources de la maternelle à la 12^e année qui permet de vraiment répondre aux questions suivantes : « Que signifie être citoyen canadien et quels sont les droits inhérents à la citoyenneté? » Il faudrait aussi aborder des questions encore plus importantes : « Quelles sont les responsabilités associées à ces droits et comment peut-on bâtir et maintenir le respect envers tous les citoyens, sans exception, parce que tous les êtres humains méritent la même considération morale? » C'est ce qui pourrait se faire dans le système scolaire de la maternelle à la 12^e année.

En ce qui concerne les adultes, je me demande si les témoins voudraient se prononcer sur la responsabilité de Patrimoine canadien d'élaborer des stratégies et des programmes de communication sur de multiples plateformes qui pourraient servir à combattre l'ignorance pour accroître la compréhension et à favoriser l'inclusion au détriment de l'exclusion.

Je voudrais tout simplement avoir l'avis des témoins sur cet aspect de l'éducation, tant pour les enfants de la maternelle à la 12^e année que pour les adultes canadiens.

M. Khan : Merci. C'est une excellente question. Elle touche le sujet le plus important. J'en parlais d'ailleurs avec mon épouse, qui est enseignante suppléante. Le plus important est de transmettre des connaissances aux élèves de la maternelle à la 12^e année, plus encore qu'aux adultes, parce que c'est la génération qui propagera les concepts dans la collectivité. Je ne pense pas qu'il existe en ce moment un programme de formation qui porte sur l'islam en particulier.

Je vais vous donner un exemple. Mes enfants ont grandi ici, à Moncton. Ils sont nés et ils ont grandi ici. L'un d'entre eux étudie à l'université; deux sont au secondaire. Lorsqu'ils étaient plus jeunes, il y avait peu de diversité. Ils étaient probablement les seuls enfants à la peau brune, à l'exception de peut-être un ou deux autres enfants musulmans, dans toute l'école. Personne n'était au courant du ramadan ou des prières. Personne n'avait quelque information que ce soit à ce sujet. Il n'a pas été simple pour mes enfants d'évoluer dans ce système.

Je pense que la situation est maintenant différente. Il y a beaucoup d'enfants musulmans à l'école qui parlent du ramadan, des prières et de toutes ces questions. Le district scolaire s'est adapté parce que la population a augmenté.

Il doit y avoir des programmes cohérents pour les élèves de la maternelle à la 12^e année, qui prévoient d'inviter des organisations islamiques et des mosquées locales, aux quatre à six mois peut-être, pour donner une courte présentation sur ce qu'est l'islam. De cette façon, les enfants apprennent qu'il s'agit d'une religion et que les pratiques sont peut-être un peu différentes des leurs, mais ils comprennent ce que les musulmans font et les raisons qui les poussent à agir de cette façon. Parce qu'ils développent ainsi une compréhension et une acceptation de la culture islamique, ils ne sont pas surpris. De plus, si

That's something that would be very helpful, in my opinion, to start something like a program through the school district.

The Chair: Thank you. Imam, would you like to add to that?

Mr. Yousri: Yes. Thank you so much, senator. I truly believe this will be helpful for K to 12 and beyond. Here in Halifax, we have developed a program for government institutions, like human resources for the Halifax police, Halifax firefighters and even beyond government institutions. We offer a program for the cadets joining the Canadian Forces to educate them and to help answer questions about Islam and the Muslim community in Halifax and the surrounding areas. The feedback we have received from this program has been really positive. Since then, we have been developing this for every group of police officers and first responders.

We were really hoping to share this beyond Halifax. The only challenge we face is finding the funds we need to continue to provide this on an ongoing basis, especially with growing demand from other institutions who have heard about the program. Their staff and teams would like to have it.

I thank you for this. We have also mentioned this to Minister Rodriguez before, and we hope to see this become an option soon.

The Chair: Thank you. Mr. Hanout, would you like to add anything to that?

Mr. Hanout: I don't have much to add to that. I do believe in the power of education. I do believe that if the younger generations receive the correct guidance or the correct information at an early age, this would help to create a healthy society, one that is more inclusive and more accepting of others.

I'm very much aware of the efforts of Imam Yousri. I'm also in Halifax, and I know they do a great job interacting with the community. It's very beneficial, especially on behalf of the Muslim communities. Definitely, the power of education — I'm a big believer in that. This will be a big part of the solution, of course.

The Chair: Thank you.

Senator Ravalia: Thank you very much to our witnesses. I have a couple of comments before I pose a question.

quelqu'un leur donne de l'information erronée ou une vision déformée de la religion islamique, ils sont en mesure de le savoir.

À mon avis, il serait très utile de mettre en place un programme de ce genre dans l'ensemble du district scolaire.

La présidente : Merci. Monsieur l'imam, aimerez-vous ajouter quelque chose?

M. Yousri : Oui. Merci beaucoup, madame la sénatrice. Je suis convaincu que l'approche éducative sera utile pour les élèves de la maternelle à la 12^e année et au-delà. À Halifax, nous avons élaboré un programme pour les institutions publiques qui peut aussi s'appliquer ailleurs. Il a servi notamment aux ressources humaines de la police d'Halifax et aux pompiers de la ville. Nous offrons aussi un programme pour les cadets qui se joignent aux Forces armées canadiennes afin de les sensibiliser et de les aider à répondre à leurs questions sur l'islam et la communauté musulmane à Halifax et dans les environs. Les commentaires que nous avons reçus sur ce programme ont été très positifs. Depuis, nous préparons des programmes pour tous les groupes de policiers et de premiers répondants.

Nous espérons sincèrement étendre cette approche au-delà d'Halifax. Le seul défi, c'est de trouver les fonds nécessaires pour continuer d'offrir ce service de façon permanente, surtout avec l'augmentation de la demande de la part d'autres institutions qui ont entendu parler du programme. Leur personnel et leurs équipes souhaiteraient le suivre.

Je vous remercie d'avoir soulevé cette question. Nous en avons aussi discuté avec le ministre Rodriguez et nous espérons que ce sera une possibilité bientôt.

La présidente : Merci. Monsieur Hanout, aimerez-vous ajouter quelque chose?

M. Hanout : Je n'ai pas grand-chose à ajouter. Je crois au pouvoir de l'éducation. Je pense que si les jeunes générations sont bien guidées ou reçoivent l'information exacte tôt dans la vie, cette approche contribuera à créer une société saine, une société qui est plus inclusive et plus ouverte envers les autres.

Je suis bien au fait du travail de l'imam Yousri. Je vis aussi à Halifax et je sais que son équipe fait un excellent travail dans la collectivité. C'est très utile, en particulier pour les communautés musulmanes. Je suis sans aucun doute profondément convaincu du pouvoir de l'éducation. Ce sera évidemment une grande partie de la solution.

La présidente : Merci.

Le sénateur Ravalia : Merci beaucoup à tous les témoins. Je vais faire quelques observations avant de poser une question.

I wanted to inform the committee that Newfoundland and Labrador has recognized October as Islamic History Month. We're also working very closely within our community and the government to introduce a K to 12 curriculum that addresses Islamophobia and other anti-racism issues. This is a multi- or quadripartite system involving the education department, justice and Aboriginal affairs, as well as a broad swipe of the communities.

In a small province, it is possible to do some of this work and to actually address the vulnerabilities of our students. The Muslim Students' Association at Memorial University, similarly, disseminates this type of information. We've had some very successful iftars where members outside of the Muslim community have partaken, and part of this includes educational sessions.

The question that comes to me repeatedly from the student bodies, though, is the particular vulnerability that Black Muslims face in my province. It's almost a kind of double whammy. They've faced Islamophobia, as well as anti-Black racism. Sometimes this extends into the Muslim community as well, where there's a divide between Black and non-Black. I wonder if you can comment on that. How can we address this issue? It is particularly disconcerting to me when I've talked to Black Muslims who have suffered substantially in this realm. Thank you.

Mr. Yousri: Yes, it's absolutely true. Thank you, senator, for bringing this up. We have also seen lots of examples here. Actually, last week, we produced a podcast for the youth highlighting one of our Muslim leaders in the city who was subject to racism and anti-Black sentiment — both within the community and outside it — in order to educate the youth and the community about it. This really exists.

Islam and the Muslim community — the diversity of the Muslim community is really something that we are proud of. However, at the same time, these incidents do exist, and we try our best to educate our youth in our communities about it. That's why it's unfortunate to see these things happen. This even happens to imams and leaders in the community, not just regular people, despite the fact that we have clear guidance in the Quran and in the teachings of Islam, again, from day one and from the great Companions of the Prophet being from the Black community. We always advocate about this. The issues do still exist, and it's our mutual responsibility to put an end to this mainly through education, as we were just saying. Thank you.

Je tiens à informer le comité que Terre-Neuve-et-Labrador a désigné le mois d'octobre comme le Mois de l'histoire islamique. Nous travaillons également en étroite collaboration avec la communauté et le gouvernement pour mettre en place un programme de la maternelle à la 12^e année qui porte sur l'islamophobie et d'autres questions liées à l'antiracisme. C'est un projet multipartite ou quadripartite qui inclut les ministères responsables de l'éducation, de la justice et des affaires autochtones, ainsi qu'une bonne partie des communautés.

Dans une petite province, il est possible d'effectuer une partie du travail et de vraiment cibler les vulnérabilités des étudiants. L'association des étudiants musulmans de l'Université Memorial diffuse, de façon similaire, ce type d'information. Nous avons eu des iftars très réussis auxquels des gens de l'extérieur de la communauté musulmane ont participé. Il y avait aussi un aspect éducatif sous la forme de séances d'information.

Cela dit, la même question revient constamment dans mes conversations avec les associations étudiantes : la vulnérabilité particulière des musulmans noirs dans ma province. C'est en quelque sorte un double coup dur. Ils font face à l'islamophobie et au racisme anti-Noirs. C'est parfois aussi le cas au sein de la communauté musulmane elle-même, où il y a un fossé entre les Noirs et les non-Noirs. Je me demande si vous pourriez nous en parler. Comment pouvons-nous nous attaquer à ce problème? J'ai été particulièrement troublé par des conversations que j'ai eues avec des musulmans noirs qui ont grandement souffert à ce chapitre. Merci.

M. Yousri : Oui, c'est tout à fait vrai. Je vous remercie de soulever ce point, sénateur. Nous avons vu de nombreux exemples ici aussi. En fait, la semaine dernière, nous avons produit un balado pour les jeunes qui porte sur l'un de nos dirigeants musulmans dans la ville qui a été victime de racisme et de sentiments anti-Noirs — tant au sein de la communauté qu'à l'extérieur — afin de sensibiliser les jeunes et la collectivité à ce sujet. C'est quelque chose qui existe vraiment.

L'islam et la communauté musulmane... Nous sommes vraiment fiers de la diversité de la communauté musulmane. Cependant, en même temps, de tels incidents se produisent et nous faisons de notre mieux pour sensibiliser les jeunes de nos communautés à ce sujet. C'est pourquoi il est regrettable que de tels incidents se produisent. Cela arrive même à des imams et à des dirigeants de la communauté et pas seulement à des simples citoyens, malgré le fait que nous ayons des principes clairs dans le Coran et dans les enseignements de l'islam, encore une fois, depuis le début et avec les grands compagnons du Prophète issus de la communauté noire. Nous plaidons toujours en ce sens. Les problèmes existent toujours, et il est de notre responsabilité à tous d'y mettre un terme, principalement par l'éducation, comme nous venons de le dire. Merci.

Mr. Khan: Imam Yousri summed it up very well. Speaking from the Islamic point of view, there's zero tolerance for any type of racism, including racism based on colour. But, again, we are human beings. Things happen, even within our community. If something like that happens — and it is rare that we have seen it happen — we address it not only with education, but also with action. I will not name an incident, but something happened many years ago here in the mosque. Somebody was a little bit racist about people of colour, and we strongly condemned that and it was taken care of. Whenever we see that happen, we not only educate people, but we take action.

M. Khan : L'imam Yousri a très bien résumé les choses. Dans l'islam, aucune forme de racisme n'est tolérée, y compris le racisme fondé sur la couleur. Mais, encore une fois, nous sommes des êtres humains. Des incidents se produisent, même au sein de notre communauté. Si une telle chose se produit — ce que nous avons vu rarement —, nous nous attaquons au problème non seulement par la sensibilisation, mais aussi par l'action. Je ne raconterai pas d'incident, mais quelque chose est arrivé ici, à la mosquée, il y a de nombreuses années. Quelqu'un s'est montré un peu raciste à l'égard des personnes de couleur, ce que nous avons fermement condamné et l'affaire a été réglée. Chaque fois que nous voyons cela se produire, nous ne nous contentons pas de sensibiliser les gens. Nous agissons.

The Chair: Thank you very much.

Senator Hartling: Thank you very much to the witnesses for being here today. Mr. Khan from Moncton, I've never met you, but I've spoken to you. I'm from Moncton in Atlantic Canada, so I'm pleased to hear your voices here today and to talk about some of the issues and things that you see.

We talked a lot about education, and that is really important because education is certainly something that makes change. The idea of having the K to 12 program is a really good point.

I'm also thinking about what you said about other partners and affiliates, especially in all professions. I'm a social worker, so in social work, in health care, in other areas — are those some of the other areas that could also have some education on what you're about and on some of the struggles? You can't do it all yourselves. Who else can be your partners to help us make this education happen? Thank you.

La présidente : Merci beaucoup.

La sénatrice Hartling : Je remercie beaucoup les témoins d'être ici aujourd'hui. Monsieur Khan, de Moncton, je ne vous ai jamais rencontré, mais je vous ai parlé. Je viens de Moncton, dans le Canada atlantique, et je suis heureuse de vous écouter tous aujourd'hui et de parler de certains des problèmes et certaines des choses que vous constatez.

Nous avons beaucoup parlé d'éducation, et c'est vraiment important parce que l'éducation fait certainement changer des choses. L'idée d'un programme destiné aux élèves de la maternelle à la 12^e année est très bonne.

Je pense également à ce que vous avez dit au sujet d'autres partenaires et affiliés dans toutes les professions. Je suis travailleuse sociale, et donc dans le travail social, les soins de santé, d'autres domaines... Est-ce que ce sont là certains des autres domaines où l'on pourrait également offrir une certaine formation sur votre communauté et sur certaines des difficultés? Vous ne pouvez pas tout faire vous-mêmes. Qui d'autre peut être votre partenaire pour nous aider à concrétiser cette éducation? Merci.

M. Khan : Merci beaucoup, sénatrice. C'est une excellente question. Je dirai deux choses. L'imam Yousri a mentionné qu'ils ont déjà un programme dans le cadre duquel ils parlent à la GRC, aux cadets et à d'autres professionnels. Nous aimerais le reproduire, car je ne connais aucun endroit au Nouveau-Brunswick où l'on fait la même chose. Si c'est à partir d'une plateforme structurée et si nous pouvons le faire, ce serait formidable.

Vous nous demandez également qui devraient être nos partenaires. Pour être honnête, je ne le sais pas trop, mais je pense que ce serait merveilleux si les gouvernements locaux ou le gouvernement fédéral pouvaient demander à l'un de leurs ministères de nous aider. Vous avez tout à fait raison. Nous sommes des bénévoles. Par exemple, je suis un bénévole. J'ai un emploi à temps plein, puis je sers la communauté juste pour l'amour d'Allah, pour l'amour de Dieu.

Mr. Khan: Thank you very much, senator. It's a great question. I will say two things. One thing that Imam Yousri mentioned, they already have a program where they talk to the RCMP, to cadets and other professionals. We would like to copy that because I don't know of anywhere in New Brunswick where that is being done. If it's from an organized platform and if we could do that, that would be great.

The second part of your question is who should be our partners? To be honest, I'm not sure who, but I think it would be great if local governments or the federal government could initiate one of their departments to help us. You are 100% right; we are volunteers. For example, personally, I am a volunteer. I have a full-time job, and then I serve the community just for the sake of Allah, for the sake of God.

We want to go and talk to the people. We want to go see RCMP officials, nurses and doctors at the hospital and generally educate them about Islam or at least break the barriers between the different cultures and religions. But we can't do that because we don't have time to arrange all of that.

Perhaps there could be an organization or a department that could set up those things and let us know, "Okay, Mr. Khan, are you available on this date and at this time to give a small presentation to these professionals?" We would love to do that.

But, again, you're right. We have very tight schedules and a short time, and we can't do it all. We need help. I'm not sure which department can help, but it would be great if someone could help.

Senator Hartling: Thank you. Any other comments?

Mr. Hanout: Yes, in our Sabeel Muslim Youth and Community Center, speaking of education specifically, we communicate with all the schools in the Halifax and Bedford areas. We organize the Friday sermon mainly for the Muslim kids, but we also have attendance from non-Muslim kids who come to listen to these sermons. They have the curiosity to explore what this is about.

This is a role we have in terms of education. We arranged that in cooperation with the schools. It also delivers a good message to non-Muslim students to familiarize them with their Muslim colleagues and with Islam in general. This is one thing we do.

Senator Hartling: Thank you.

Mr. Yousri: Thank you, senator. If I may add to this piece, this is a very important point that we suffer from a lot when we talk about community services and issues of Islamophobia in community services. For example, in hospitals. In all of Atlantic Canada, we do not have chaplains in any hospitals across Atlantic Canada — a Muslim chaplain who could provide this service within hospitals and the health care system. I was actually surprised when I participated in the training to find that of all of the chaplains across Eastern Canada, there are no Muslims there. There is minimal understanding or training about providing this service to the Muslim community. It's a big pain for our community and the entire Atlantic region, so thank you for pointing to this.

Senator Hartling: Thank you.

[Translation]

Senator Gerba: The nice thing about coming last is that all the questions have already been asked.

Nous voulons aller parler aux gens. Nous voulons aller voir les agents de la GRC, les infirmières et les médecins à l'hôpital et, d'une manière générale, les informer sur l'islam ou au moins briser les barrières entre les différentes cultures et religions. Or, nous ne pouvons pas le faire parce que nous n'avons pas le temps de tout organiser.

Il pourrait y avoir un organisme ou un ministère qui organiseraient ces choses et nous demanderait si nous sommes disponibles à telle date et à telle heure pour faire une petite présentation à leur personnel. Nous serions ravis de le faire.

Cela dit, encore une fois, vous avez raison. Nous avons des horaires très serrés et peu de temps, et nous ne pouvons pas tout faire. Nous avons besoin d'aide. Je ne sais pas quel ministère peut nous aider, mais ce serait formidable si quelqu'un pouvait le faire.

La sénatrice Hartling : Merci. Y a-t-il d'autres commentaires?

M. Hanout : Oui. Dans notre centre communautaire, nous communiquons avec toutes les écoles des régions de Halifax et de Bedford. Nous organisons le sermon du vendredi surtout pour les jeunes musulmans, mais des jeunes qui ne sont pas musulmans viennent aussi écouter ces sermons. Ils sont curieux et veulent découvrir ce dont il s'agit.

C'est un rôle que nous jouons sur le plan de l'éducation. Nous avons organisé le tout en collaboration avec les écoles. Il s'agit également d'un bon message pour les élèves non musulmans, qui apprennent à mieux connaître leurs collègues musulmans et l'islam en général. C'est une chose que nous faisons.

La sénatrice Hartling : Merci.

M. Yousri : Merci, sénatrice. Si je peux ajouter quelque chose, c'est un point très important qui nous touche beaucoup en ce qui concerne les services communautaires et les problèmes d'islamophobie dans les services communautaires. Prenons l'exemple des hôpitaux. Dans tout le Canada atlantique, aucun hôpital ne compte un aumônier, c'est-à-dire un aumônier musulman qui pourrait offrir ce service dans les hôpitaux et le système de soins de santé. En fait, j'ai été surpris, lorsque j'ai participé à la formation, de constater que parmi tous les aumôniers de l'Est du Canada, il n'y avait aucun musulman. La compréhension ou la formation concernant la prestation de ce service à la communauté musulmane est minime. C'est vraiment douloureux pour notre communauté et pour toute la région de l'Atlantique, et je vous remercie d'avoir soulevé la question.

La sénatrice Hartling : Merci.

[Français]

La sénatrice Gerba : Ce qui est bien quand on passe en dernier, c'est que toutes les questions ont déjà été posées.

I was interested in Imam Yousri's work, which is really about awareness raising, communication with institutions, and, I guess, with the people.

Mr. Yousri, I would like you to tell us a little more about the results. Could this be exported or replicated in other provinces, as Senator Arnot and one of the witnesses mentioned?

That is something that would be interesting to understand so that we could duplicate it in other provinces. How do you do it?

[English]

Mr. Yousri: Thank you, senator, for the question. We are really happy to share what we are doing. I just summarized the last one — the training that we have done for Halifax police, as an example. We have organized this training for all the new candidates. There were around 50 of them participating in this half-day training. We had one Black imam presenting, one white Canadian imam presenting and a social worker also presented to cover different things in this training, including anti-Black racism and the Islamophobic piece. We have been giving the cadets training about cultural sensitivity, and dealing and interacting with Muslim communities. A big piece of the program is about the religious sensitivities in dealing with Muslim communities. Another piece of that training dealt with women and girls. In particular, there were lots of questions from officers around this.

We have a big portion at the end of the training that allows cadets to ask questions about incidents we have seen and situations we have been through before so that we can answer them. After that, we have established a point of contact through the community officer of the Halifax Regional Police to always invite members to attend the mosque on Fridays, to connect, see the mosque from the inside and interact with the Muslim community.

One interesting thing at the end, and the result you asked about — we were fortunate enough to get the official feedback forms from the officers who attended the training and how they felt. It was very surprising for all of us to see the impact and how they all rated this as one of the best pieces of training they received in their entire training program. For us, this has been a very important and successful project. We would be very happy to share this with others in other provinces. Thank you.

Je me suis intéressée au travail de l'imam Yousri qui porte vraiment sur la sensibilisation, la communication avec les institutions, et j'imagine, avec les populations.

Monsieur Yousri, j'aimerais que vous nous en disiez un peu plus sur les résultats. Est-ce qu'on pourrait exporter cela ou le reproduire dans d'autres provinces, comme l'ont mentionné le sénateur Arnot et un des témoins?

C'est quelque chose qui serait intéressant à comprendre afin d'être en mesure de le dupliquer dans d'autres provinces. Comment faites-vous?

[Traduction]

M. Yousri : Je vous remercie de la question, sénatrice. Nous sommes très heureux de faire connaître ce que nous faisons. Je viens de parler brièvement de la formation que nous avons donnée à la police de Halifax, par exemple. Nous avons organisé cette formation pour tous les nouveaux candidats. Ils étaient environ 50 à participer à cette formation d'une demi-journée. Un imam noir et un imam canadien blanc ont fait une présentation, ainsi qu'un travailleur social qui a couvert différents éléments de cette formation, notamment le racisme envers les Noirs et l'islamophobie. Nous avons donné aux cadets une formation sur les particularités culturelles et les relations avec les communautés musulmanes. Une partie importante du programme porte sur les particularités religieuses. Un autre volet de cette formation concerne les femmes et les filles. Les agents ont notamment posé beaucoup de questions à ce sujet.

À la fin de la formation, les cadets ont une bonne période pour poser des questions sur des incidents dont nous avons été témoins et des situations que nous avons vécues afin que nous puissions y répondre. Après, nous avons établi un point de contact par l'intermédiaire de l'agent de police communautaire du service de police régional de Halifax pour inviter les membres à se rendre à la mosquée le vendredi, afin qu'ils puissent créer des liens, voir la mosquée de l'intérieur et interagir avec la communauté musulmane.

Chose intéressante, à la fin, et c'est lié à votre question sur les résultats, nous avons eu la chance d'obtenir les formulaires de commentaires que les agents qui ont participé à la formation ont remplis et de connaître leur opinion. Nous avons tous été très étonnés par l'incidence qu'a eue la formation et par le fait qu'ils ont tous considéré la formation comme l'une des meilleures formations qu'ils aient reçues dans l'ensemble de leur programme. Pour nous, il s'agit d'un projet très important qui s'est avéré un succès. Nous serions très heureux de le faire connaître à d'autres personnes dans d'autres provinces. Merci.

[Translation]

Senator Gerba: It is true that Islamophobia comes from ignorance. Indeed, it is important to communicate, to raise awareness so that people understand the true meaning of Islam and Muslims.

Could the training that you offer to institutions also be offered in schools, to the media, to the population so that they understand the Muslim religion? What should be done on the government side?

[English]

Mr. Yousri: Absolutely. This is exactly what we are doing.

[Translation]

Senator Gerba: Can the federal government help you expand the pool of people taking this training?

[English]

Mr. Yousri: Certainly. This is what we are asking for. If we have the support from the government, we would be able to offer this to different areas, such as hospitals, prisons and other areas in community services that deal with domestic violence in homes and family issues. All of these workers — unfortunately, I hate to say — lack the minimum requirements of the training needed to deal with Muslim communities and deal with these situations. This is what we have been seeing. Whether in schools or in hospitals, we understand the rapid change that has been happening in the community, but we also need to be fast in equipping the teams of workers and first responders with the training that they need. If we have support from the government in spreading this out, we would definitely be able to be consistent in providing this to many organizations across the province.

[Translation]

Senator Gerba: Thank you.

[English]

Senator Jaffer: Imam Yousri said it would be helpful to have government help. What type of help were you looking for when you said, “government help”? What specifically can we, as a committee, recommend to the government?

[Français]

La sénatrice Gerba : C'est vrai que l'islamophobie vient de l'ignorance. Effectivement, il est important de communiquer, de sensibiliser les gens afin qu'ils comprennent le vrai sens de l'Islam et des musulmans.

Est-ce que les formations que vous offrez aux institutions pourraient également être offertes dans les écoles, auprès des médias, auprès des populations afin qu'ils comprennent la religion musulmane? Qu'est-ce qu'il faudrait faire du côté du gouvernement?

[Traduction]

M. Yousri : Absolument. C'est exactement ce que nous faisons.

[Français]

La sénatrice Gerba : Est-ce que le gouvernement fédéral peut vous aider à élargir le bassin de gens qui suivent cette formation?

[Traduction]

M. Yousri : Certainement. C'est ce que nous demandons. Si nous avons le soutien du gouvernement, nous serons en mesure d'offrir la formation à différents secteurs, comme les hôpitaux, les prisons et d'autres secteurs des services communautaires qui travaillent auprès des victimes de violence familiale. Tous ces travailleurs — malheureusement, je déteste le dire — ne reçoivent pas une formation qui respecte les exigences minimales pour travailler auprès des communautés musulmanes et gérer ces situations. C'est ce que nous avons constaté. Que ce soit dans les écoles ou dans les hôpitaux, nous comprenons le changement rapide qui s'est produit dans la communauté, mais nous devons également fournir rapidement aux équipes de travailleurs et aux premiers intervenants la formation dont ils ont besoin. Si nous avons le soutien du gouvernement pour l'offrir à un plus grand nombre de gens, nous serons certainement en mesure de la fournir à de nombreuses organisations dans toute la province.

[Français]

La sénatrice Gerba : Merci.

[Traduction]

La sénatrice Jaffer : L'imam Yousri a dit qu'il serait utile d'avoir l'aide du gouvernement. Quel type d'aide recherchez-vous au juste? Quelles recommandations pouvons-nous, en tant que membres du comité, faire au gouvernement?

Mr. Yousri: Thank you, senator. I would say two things. The first is to give recommendations to government institutions to make sure their workers go through this type of training. Diversity and inclusion are a major part of this. However, the training about the Islamophobia piece in particular is essential as we see this rise in Islamophobic issues and a lack of awareness in dealing with the Muslim community. In government, they know this. They would have this as a recommendation and requirement. They would reach out to us and others to facilitate this. Until now, we have been taking this initiative, but we would need to see this coming from the government as one of their mandates. That's the first thing.

Second, to support these efforts by funding this training that is very much needed by a lot of government organizations across the province. While we have limited resources and time to handle this, our volunteers and staff are actually stretched in so many directions. We have been talking with Minister Rodriguez about this as well, and we hope to see things coming our way in due course. Thank you.

The Chair: Imam, I want to ask you and the other witnesses the following: How have incidences of hate in other parts of Canada impacted the community? That is, the terrorist attack on the mosque and the terrorist who killed the Afzaal family in London. We have had other incidences, too. What has been the reaction of the community? Is there a fear?

Mr. Khan: I can start if you allow me. Thank you, senator. That's a good question.

Yes, it does. Whenever something happens within Canada, or even outside Canada, it does have an impact on the communities that are living everywhere in Canada. In Moncton, for example, whenever an incident like that happens, sometimes people reach out to the mosque or the association and say, "Is it safe to come for Friday prayers? Is it okay to come to the masjid? Should we keep on coming?" It does strike fear in the community. However, obviously when working with the community, we calm them down and give them hope. We encourage them to keep on doing what they're doing within the community. But it does have an emotional effect on people.

Mr. Yousri: Thank you very much. I don't have much to say on this. The fear is everywhere and when incidents happen, we always try our best to bring the community together.

We had a big visit after the London attacks. We brought the holy communities together, from Muslim, Christian, Jews and Indigenous — every community — to support the community during these tough times. However, we are blessed to be in

M. Yousri : Merci, sénatrice. Je dirais deux choses. Premièrement, il faut recommander aux institutions gouvernementales de s'assurer que leurs employés suivent ce type de formation. La diversité et l'inclusion en constituent une partie importante. Cependant, la formation sur l'islamophobie en particulier est essentielle, car nous constatons une hausse des problèmes d'islamophobie et un manque de connaissances en ce qui concerne les relations avec la communauté musulmane. Le gouvernement le sait. Il s'agirait d'une recommandation et d'une exigence. Il s'adresserait à nous et à d'autres pour faciliter cette démarche. Jusqu'à présent, nous avons pris cette initiative, mais il faudrait que le gouvernement en fasse l'un de ses mandats. C'est la première chose à faire.

Deuxièmement, il faut soutenir ces efforts en finançant cette formation dont beaucoup d'organismes gouvernementaux de la province ont grandement besoin. Nous avons des ressources et un temps limités pour gérer le tout, mais nos bénévoles et notre personnel sont sollicités de toutes parts, en fait. Nous avons également discuté de la question avec le ministre Rodriguez et nous espérons que des mesures seront prises en temps voulu. Merci.

La présidente : J'aimerais vous poser une question à vous, imam Yousri, et aux autres témoins. Quels effets les incidents haineux survenus dans d'autres régions du Canada ont-ils eus sur la communauté? Je parle ici de l'attaque terroriste contre la mosquée et du terroriste qui a tué la famille Afzaal à London. Il y a eu également d'autres cas. Quelle a été la réaction de la communauté? Y a-t-il une crainte?

M. Khan : Je peux commencer si vous me le permettez. Merci, sénatrice. C'est une bonne question.

Oui, c'est le cas. Chaque fois qu'un événement se produit au Canada, ou même à l'étranger, il a des répercussions sur les communautés partout au Canada. À Moncton, par exemple, chaque fois qu'un incident de ce genre se produit, il arrive que les gens s'adressent à la mosquée ou à l'association pour demander s'il est sécuritaire de venir faire la prière du vendredi. « Est-ce que c'est correct d'aller à la mosquée? Devons-nous continuer à y aller? » Cela suscite la peur au sein de la communauté. Toutefois, évidemment, lorsqu'on travaille avec la communauté, on la calme et on lui donne de l'espoir. Nous encourageons les gens à continuer à faire ce qu'ils font au sein de la communauté. Mais ces événements provoquent une réaction émotionnelle chez les gens.

Mr. Yousri : Merci beaucoup. Je n'ai pas grand-chose à dire à ce sujet. La peur est partout et lorsque des incidents se produisent, nous faisons toujours de notre mieux pour rassembler la communauté.

Après l'attaque à London, nous avons réuni les communautés musulmane, chrétienne, juive et autochtone — toutes les communautés — pour soutenir la communauté dans ces moments difficiles. Cependant, nous avons la chance de vivre en

Nova Scotia where the community is very welcoming and supportive. We are fortunate enough to be in Halifax where we have lots of support during these tough times.

The Chair: Mr. Hanout, would you like to answer that question?

Mr. Hanout: I third Mr. Khan and Iman Yousri. Whenever a similar incident occurs, it definitely strikes a lot of fear. Fortunately, we find the support among ourselves and our neighbours. The whole society is supportive. It's fortunate and a blessing to be living in Canada. At the end of the day, Canadians are very inclusive, supportive and will stand with one another in similar situations. But definitely some fear strikes from time to time when a big incident like this happens.

Mr. Khan: We had a vigil in Moncton, too. I want to highlight what Mr. Hanout and Iman Yousri said. Whenever something like that happens, we get immense support from the local community. People from all races, cultures and religions come and support us. That's the beauty of Canada, namely, that we are a diverse community. When something happens, all the community stands behind us and supports us.

The Chair: I proposed this study because I was shocked to find out that the most Muslims killed in a G7 country was in Canada.

Has the attitude towards Muslims changed recently or in the past few years? As someone who is from Toronto, I can certainly sense that in the past few years, the rhetoric has changed. Do you feel the same about your communities?

Mr. Khan: I will agree with that. I don't want to be political, but what happened a few years ago south of the border when there was an administration for our biggest neighbour — the U.S. — that was vocally polarizing and, to some extent, legalized racism, this had a major effect on Canada as well. Since then, personally working in Moncton, I have seen an increase in hate crimes, in Islamophobia and in people being called out just because of their religion. I think things have changed in the last five to six years especially.

But it's not just that. I was listening to a professor from Toronto. He was giving statistics about how the extreme right has risen from a few organizations to about 200 organizations. This is definitely another concern, especially when we talk about Islamophobia — that the right wing is rising. Governments need to do something about it. That's a concern from our communities.

Nouvelle-Écosse, où les gens sont très accueillants et solidaires. Nous avons la chance d'être à Halifax où nous avons beaucoup de soutien pendant ces périodes difficiles.

La présidente : Monsieur Hanout, voulez-vous répondre à la question?

M. Hanout : Je suis d'accord avec M. Khan et l'imam Yousri. Chaque fois qu'un incident similaire se produit, cela suscite certainement beaucoup de craintes. Heureusement, nous nous soutenons entre nous et nos voisins nous soutiennent. C'est une chance et une bénédiction de vivre au Canada. En fin de compte, les Canadiens sont très ouverts, solidaires et se soutiennent mutuellement dans de telles situations. Mais il est indéniable qu'une certaine crainte s'installe de temps en temps lorsqu'un incident majeur comme celui-là se produit.

M. Khan : Nous avons également organisé une vigile à Moncton. Je veux insister sur ce que M. Hanout et l'imam Yousri ont dit. Chaque fois qu'une telle chose se produit, nous recevons un immense soutien de la part de la collectivité. Des gens de toutes les races, cultures et religions viennent nous soutenir. C'est ce qui fait la beauté du Canada, à savoir que nous sommes une collectivité diversifiée. Lorsque quelque chose se produit, l'ensemble de la collectivité se tient derrière nous et nous soutient.

La présidente : J'ai proposé cette étude parce que j'ai été choquée d'apprendre que parmi les pays du G7, c'est le Canada qui compte le plus grand nombre de musulmans tués.

L'attitude envers les musulmans a-t-elle changé récemment ou au cours des dernières années? J'habite à Toronto et je peux certainement sentir que le discours a changé ces dernières années. Avez-vous le même sentiment pour vos communautés?

M. Khan : Oui. Je ne veux pas faire de politique, mais ce qui s'est passé il y a quelques années au sud de la frontière, lorsque l'administration de notre plus grand voisin — les États-Unis — dressait ouvertement les gens les uns contre les autres et, dans une certaine mesure, a légalisé le racisme, a eu un effet majeur sur le Canada aussi. Depuis, personnellement, à Moncton, j'ai vu une augmentation des cas de crimes haineux, d'islamophobie et de gens se faisant interroger simplement en raison de leur religion. Je pense que les choses ont changé, surtout au cours des cinq ou six dernières années.

Mais il n'y a pas que cela. J'écoutais un professeur de Toronto. Il donnait des statistiques sur la façon dont l'extrême droite est passée de quelques organisations à environ 200 organisations. Il s'agit assurément là d'une autre préoccupation, surtout lorsque nous parlons d'islamophobie : la montée de la droite. Les gouvernements doivent faire quelque chose à ce sujet. C'est une préoccupation dans nos communautés.

Mr. Yousri: The numbers speak louder than anything that statistics can speak about with regard to the rise of these issues. One more thing here is that these incidents were reported. Yet, there are layers and layers of incidents that go unreported, mainly because many within the Muslim community do not really see actions from governments when they report these incidents. There is a huge mistrust between the community in general and the authorities because they see the reported incidents and issues go in vain. This is something I've been trying to work hard on — to bridge between the community and authorities. That's why we have been talking about clear definitions of Islamophobia, hate crimes and hate speech. Unless these are going to happen, we will continue to see this big gap in the reality between the real world and what is being recorded and reported.

The Chair: Mr. Hanout, would you like to add to that?

Mr. Hanout: I don't have much to add at this point. I think Mr. Khan and Iman Yousri covered what I would want to say other than that there are significant aggressions that must be reported and require bigger action.

However, there are also micro-aggressions, especially against Muslim women wearing the hijab, for example. Some individuals who have some Islamophobic inclinations — micro-aggressions that you really cannot grasp. For example, walking into a department store to buy something. Going to the cashier, you see the cashier give a cheerful smile to every single one. However, when it comes to this particular woman wearing a hijab, the cashier becomes abrupt. As soon as she passes, however, the cashier goes back to a cheerful smile. These kinds of micro-aggressions are hard to report, but represent an issue that something is wrong. Muslim women wearing the hijab are the ones who are most exposed to this kind of thing because they are more visible.

The Chair: Thank you, Mr. Hanout. You talked about micro-aggressions and we're talking about the othering of people, which we've heard throughout as we've travelled across Canada.

[Translation]

Senator Gerba: I just wanted to understand and know what you think about the role of the media. The witnesses we met before you spoke a lot about the media accentuating Islamophobic behaviour in their statements and positions, which are often linked to or defend freedom of expression. What do you think about this? What is your relationship with the different media in your respective regions?

M. Yousri : Les chiffres en disent plus que tout ce que peuvent montrer les statistiques sur l'augmentation de ces incidents. Autre fait à mentionner, il s'agit d'incidents signalés. Or, nombre d'incidents ne le sont pas, principalement parce que de nombreux membres de la communauté musulmane ne voient pas vraiment d'actions de la part des gouvernements lorsqu'ils les signalent. La communauté en général ne fait pas du tout confiance aux autorités, parce qu'elle voit que les signalements d'incidents ou de problèmes ne mènent à rien. J'ai tenté de travailler sur cet enjeu d'arrache-pied, de créer des ponts entre la communauté et les autorités. Voilà pourquoi nous parlons de l'importance d'avoir des définitions claires de l'islamophobie, des crimes haineux et des discours haineux. Sans cela, il y aura toujours un grand écart entre ce qui est signalé et consigné et la réalité sur le terrain.

La présidente : Souhaitez-vous ajouter quelque chose, monsieur Hanout?

M. Hanout : Je n'ai pas grand-chose à ajouter pour le moment. Je crois que M. Khan et l'imam Yousri ont couvert tout ce que j'aurais voulu dire, si ce n'est qu'il y a des agressions considérables qui doivent être signalées et qui nécessitent des mesures plus importantes.

Cela dit, il existe aussi des microagressions, notamment envers les femmes musulmanes qui portent le hidjab. Certains individus ont des penchants islamophobes — on parle de microagressions qu'on ne peut pas vraiment saisir. Par exemple, disons qu'une femme portant le hidjab entre dans un magasin pour acheter quelque chose. À la caisse, le caissier sourit joyeusement à chacun. Cependant, lorsque c'est au tour de la femme portant le hidjab de payer, le caissier devient brusque. Puis, il se remet à sourire chaleureusement au client suivant. Il est difficile de signaler ce type de microagression, mais elles sont un signe de quelque chose qui ne va pas. Les femmes musulmanes qui portent le hidjab sont les plus exposées à de tels incidents, car elles sont plus visibles.

La présidente : Merci, monsieur Hanout. Vous avez parlé de microagressions et nous parlons de l'exclusion des gens, chose dont nous avons entendu parler tout au long de notre voyage au pays.

[Français]

La sénatrice Gerba : Je voulais juste comprendre et savoir ce que vous pensez du rôle des médias. Les témoins que nous avons rencontrés avant vous ont beaucoup parlé des médias qui accentuent les comportements islamophobes dans leurs déclarations et leurs prises de position, qui sont souvent liées à la liberté d'expression ou qui la défendent. Qu'en pensez-vous? Quelle est votre relation avec les différents médias dans vos régions respectives?

[English]

Mr. Yousri: I would say we also try our best to be positive in dealing with the media. I would highlight just one report that we did with CTV News two days ago after Hurricane Fiona that you have all heard of in Nova Scotia and Atlantic Canada. We have this report featuring 20 of the hijabi girls — our students at the school — along with our boys serving a thousand meals within two days of the hurricane to the general public who were affected and did not have power. CTV News reported what we shared, and it was a powerful report.

With all these incidents and events that happen, we try our best to be positive in dealing with the media. We invite them to our doors to come and see the work we do and report this image of this work of the Muslim community to the community and our neighbours. We really believe it has a positive impact in dismantling these Islamophobic thoughts and issues within the community. When we see this in the news, we see the response instantly.

During the last three years, we have had over 50 or 60 similar reports at different times — after COVID or within these tough times — sharing the contributions of the Muslim community, immigrants and newcomers to the community and their integration within the broader community. This is highlighted through the media. We really support the work that our fellow workers in the media do to highlight this as well. Thank you.

The Chair: Thank you. Would anybody else like to respond to that?

Mr. Khan: Yes, just a few words. When it comes to Canadian media, I think we are fortunate that it's pretty streamlined with diversity and inclusion. I will not talk about the other world media, especially south of the border and all that stuff. But once in a while we do get some aggressive response from media.

For example, there was a local newspaper in New Brunswick that published a cartoon of what apparently looked like a Muslim man dragging a woman. It was a big scandal. I think there was a lot of backlash for that. I think they did apologize.

The media needs to be sensitive when they are conveying a point. They have to be very clear in what they're trying to say and not generalize things so that it looks like a Muslim doing something wrong because that promotes Islamophobia. What they're trying to say should be specific. When somebody is going to look at a particular cartoon or article, if it does not

[Traduction]

M. Yousri : Je dirais que nous faisons aussi de notre mieux pour être positifs lors de nos interactions avec les médias. Je voudrais souligner un reportage que nous avons fait avec CTV News il y a deux jours qui faisait suite au passage de l'ouragan *Fiona* en Nouvelle-Écosse et au Canada atlantique, tempête dont vous avez tous entendu parler. Ce reportage portait sur 20 filles portant le hidjab — nos étudiantes — ainsi que nos garçons qui ont servi mille repas dans les deux jours qui ont suivi l'ouragan à la population qui a été affectée par la tempête et qui n'avait pas d'électricité. CTV News a fait un reportage puissant sur cette histoire de partage.

Avec tous ces incidents et événements qui se produisent, nous faisons de notre mieux pour être positifs lorsque nous parlons aux médias. Nous les invitons chez nous afin qu'ils voient le travail que nous accomplissons et qu'ils fassent état de cette vision du travail de la communauté musulmane auprès de nos voisins et de la communauté en général. Nous croyons vraiment que cela peut aider à démanteler des idéologies et des problèmes d'islamophobie dans la communauté. Nous constatons une réponse immédiate lorsque de telles histoires se retrouvent dans les médias.

Au cours des trois dernières années, il y a eu plus de 50 ou 60 reportages du genre à divers moments — pendant les moments difficiles de la COVID ou après —, qui traitaient des contributions de la communauté musulmane, des immigrants et des nouveaux venus dans la communauté générale et de leur intégration au sein de celle-ci. Tout cela est mis en lumière dans les médias. Nous soutenons aussi vraiment le travail que font nos collègues dans les médias pour mettre de telles histoires en exergue. Merci.

La présidente : Merci. Quelqu'un désire-t-il ajouter quelque chose à ce sujet?

M. Khan : Oui, brièvement. En ce qui concerne les médias canadiens, je crois que nous sommes chanceux qu'ils prônent, somme toute, assez la diversité et l'inclusion. Je ne vais pas m'avancer sur d'autres médias étrangers, surtout sur ceux aux États-Unis, entre autres. Cela dit, certains médias ont une attitude agressive de temps en temps.

Par exemple, un journal local du Nouveau-Brunswick a publié une caricature de ce qui ressemblait à un homme musulman traînant une femme. Cela a créé tout un scandale. Je pense que cela a suscité beaucoup de réactions négatives. Je crois qu'ils se sont excusés.

Les médias doivent transmettre leurs messages avec sensibilité. Ils doivent énoncer clairement ce qu'ils tentent d'illustrer et éviter les généralisations qui donnent l'impression qu'un musulman fait quelque chose de mal, parce que cela encourage l'islamophobie. Leur message devrait être clair. Le message d'une caricature ou d'un article n'est pas

clearly say what it's trying to say, then it will be considered a general statement about Muslims and that will create Islamophobia. I think the media needs to be very sensitive in how they portray things. That's one thing.

Other than that, personally, I don't have any complaints about the media. They have been supportive. Whenever we need them, we reach out to them and they respond.

The Chair: Mr. Hanout, would you like to say anything?

Mr. Hanout: I don't think I have much to add about this part. We had some good interactions with the local media. They always approach us and try to cover our local celebrations as Muslims. I work in Newfoundland as well. I've been approached by the local media in Newfoundland to cover some of our local Muslim celebrations. I don't have any specific issue about that.

The media, of course, have to stand at the same distance from all components of society in Canada and be sensitive about what they publish and the possible consequences if they publish something that might paint a certain group in a way that is not favourable. This can lead to consequences and harm to those people. I agree with what was mentioned in this part.

The Chair: Thank you. When we're talking about the media, we heard about the portrayal of Muslims in mainstream media — whether it's on TV or in the movies — and the phrase "Islamic terrorists" being used, but not when someone else's religion is mentioned when they commit acts of terror. We heard that. We just want to put that on the record when we talk about the role the media plays.

I was going through social media today, and we have a reporter in Toronto who is in hijab. Somebody tweeted that seeing her in hijab makes him feel very uncomfortable. I was wondering what she does or says that makes him feel uncomfortable. We live in Canada, and most of us cover our heads in winter. That should not be the only thing that should be making someone feel uncomfortable.

I want to take this opportunity to thank all the witnesses for appearing before us. Your testimony with our study will help us when we write the report. Senator Jaffer did briefly touch on the recommendations that we will be making to the government. We do that at the end of every study. If you feel there's anything you missed or that you would like to add, feel free to reach out to the clerk.

nécessairement clair, et s'il ne l'est pas, alors les gens prendront cela comme une déclaration générale sur les musulmans, ce qui engendrera de l'islamophobie. Je pense que les médias doivent faire preuve d'une grande sensibilité dans leur travail. C'est une chose.

Outre cela, personnellement, je n'ai rien à dire contre les médias. Ils nous ont soutenus. Lorsque nous avons besoin d'eux, nous les contactons et ils nous répondent.

La présidente : Aimeriez-vous dire quelque chose, monsieur Hanout?

M. Hanout : Je ne crois pas avoir grand-chose à ajouter à cet égard. Nous avons eu de bons contacts avec les médias locaux. Ils nous contactent continuellement et cherchent à couvrir nos célébrations locales. Je travaille à Terre-Neuve aussi. Les médias locaux là-bas m'ont contacté pour couvrir certaines de nos célébrations locales. Cela ne me pose pas particulièrement problème.

Bien sûr, les médias doivent se tenir à la même distance de toutes les composantes de la société canadienne et faire preuve de sensibilité lorsqu'ils publient quelque chose; ils doivent réfléchir aux conséquences possibles de leurs publications, à ce qui pourrait se produire s'ils dépeignaient un certain groupe de façon défavorable. Cela peut engendrer de réelles conséquences et nuire à ce groupe en question. J'approuve ce qui a été dit à ce sujet.

La présidente : Merci. En ce qui concerne les médias, on est au fait de la représentation des musulmans dans les médias grand public — que ce soit à la télévision ou dans les films. On a entendu le terme « terroristes islamistes », mais on n'entend pas ce genre de choses lorsque l'on parle de la foi de ceux qui sont de confession autre et qui commettent des actes de terrorisme. On l'a entendu. Nous voulons simplement le dire aux fins de compte rendu dans le contexte du rôle des médias.

Je parcourais les médias sociaux aujourd'hui, et j'ai vu quelque chose sur une journaliste à Toronto qui porte le hidjab. Quelqu'un a écrit sur Twitter que son hidjab le rendait très mal à l'aise. Je me suis demandé ce qu'elle avait pu dire ou faire pour le rendre mal à l'aise. Nous vivons au Canada, et la majorité d'entre nous se couvrent la tête en hiver. Cela ne devrait pas être un élément générateur de malaise à lui seul.

Je profite de l'occasion pour remercier tous nos témoins d'avoir comparu devant nous. Votre témoignage nous aidera à rédiger notre rapport sur cette étude. La sénatrice Jaffer a brièvement évoqué les recommandations que nous allons faire au gouvernement. C'est le processus habituel à la fin de chaque étude. Si vous avez l'impression d'avoir oublié quelque chose ou si vous souhaitez ajouter quoi que ce soit, n'hésitez pas à contacter le greffier.

Honourable senators, I shall now introduce our second panel of witnesses. Each witness has been asked to make an opening statement of five minutes. We shall hear from all witnesses and then turn to questions from senators.

We have with us, from the Canadian Muslim Chaplain Organization, or CMCO, Mr. Adil Afzal, Senior policy and Islamophobia expert. We also have with us the Education Advisor of Human Rights and Equity Services at Dalhousie University, Ms. Amina Abawajy.

I will turn to Mr. Afzal for his presentation.

Adil Afzal, Senior policy and Islamophobia expert, Canadian Muslim Chaplain Organization (CMCO): Thank you, senator. [Another language spoken] In the name of the Creator, God, Allah — the gracious, the most merciful — I begin with the Muslim salutation of peace — *Salaam Alaikum* — may peace be upon you all. Thank you, senators, for embarking on such an important effort studying Islamophobia in Canada, and, God willing, your collective efforts contribute to dismantling it.

I want to take a moment while we are teleconferencing from across Canada to recognize and honour our First Peoples and acknowledge the lands of our great nation as being part of the ancestral home of the Indigenous people — Métis, Cree, Blackfoot, Nakota Sioux, Iroquois, Dene, Ojibwa, Saulteaux, Anishinaabe, Inuit and many others to whom we are bound by treaty and who are the traditional stewards of this land.

I'm presenting on behalf of the Canadian Muslim Chaplain Organization as the senior policy and Islamophobia expert. The Canadian Muslim Chaplain Organization, or CMCO, has served as an advocate, policy contributor, community resource, spiritual support and chaplaincy for Muslims across Canada, all the while bridging Muslims and non-Muslims through interfaith, outreach and capacity building programs.

I'm also speaking on behalf of Sheikh Mohamed Yaffa from the Centre for Islamic Development in Halifax. Sheikh Yaffa is a chaplain for CMCO, and I work with him closely regarding Islamophobia in the Atlantic provinces.

I've also had the privilege of serving Canadian Muslims for almost two decades in a variety of roles, some of which are holding the position of mosque executive board member, chaplain, Islamic school program and policy adviser and multiple executive positions within the Muslim student association, including president.

Honorables sénateurs, je vais maintenant vous présenter notre deuxième groupe de témoins. Chaque témoin a été invité à s'en tenir à des remarques liminaires de cinq minutes. Nous passerons à la période de questions avec les sénateurs après coup.

Nous accueillons tout d'abord Adil Afzal du Canadian Muslim Chaplain Organization, ou CMCO, expert principal en politique et islamophobie. Se joint également à nous Amina Abawajy, conseillère en éducation et spécialisée dans les services des droits de la personne et de l'équité à l'Université Dalhousie.

Je cède maintenant la parole à M. Afzal pour ses remarques liminaires.

Adil Afzal, expert principal en politique et islamophobie, Canadian Muslim Chaplain Organization : Merci, madame la sénatrice. [mots prononcés dans une autre langue] Au nom du Créateur, Dieu, Allah — le gracieux, le très miséricordieux —, je commence par la salutation de paix musulmane. *Salaam Alaikum*, que la paix soit avec vous. Merci, mesdames et messieurs les sénateurs, d'avoir entrepris une si grande quête pour étudier l'islamophobie au Canada. Si Dieu le veut, vos efforts collectifs contribueront à son démantèlement.

Je tiens à prendre le temps, alors que nous nous réunissons par vidéoconférence de partout au pays, de rendre hommage aux Premières Nations et de reconnaître que les terres de notre grande nation font partie du foyer ancestral des peuples autochtones — Métis, Cris, Pieds-Noirs, Sioux Nakota, Iroquois, Dénés, Ojibwé, Saulteaux, Anishinabes, Inuits et bien d'autres auxquels nous sommes liés par traité et qui sont les gardiens traditionnels de ce territoire.

Je m'exprime aujourd'hui à titre d'expert principal en politique et islamophobie du Canadian Muslim Chaplain Organization, ou CMCO. Notre organisation a servi de défenseur, de contributeur aux politiques, de ressource communautaire, de soutien spirituel et d'aumônier pour les musulmans à travers le Canada, tout en créant des ponts entre les musulmans et les non-musulmans par le biais de programmes interconfessionnels, de sensibilisation et de renforcement des capacités.

Je suis aussi ici au nom du Sheikh Mohamed Yaffa du Centre for Islamic Development de Halifax. Le Sheikh Yaffa est un aumônier du CMCO, et nous travaillons de concert sur l'enjeu de l'islamophobie dans les provinces de l'Atlantique.

J'ai également le privilège de servir les Canadiens de confession musulmane depuis près de 20 ans. J'ai assumé différents rôles, dont celui de membre du conseil d'administration d'une mosquée, d'aumônier, de conseiller en matière de programmes et de politiques pour les écoles islamiques et de nombreux postes de direction au sein de l'Association des étudiants musulmans, dont président.

My specialty in Islamophobia comes from my personal lived experience being born and brought up in Canada, and it comes from my Muslim community experience supporting and advocating for children, youth and adults facing Islamophobia. Whether that be from grade school to university or advocating for Muslim accommodations in hospitals, prisons, universities, government services, police services, supporting victims of Islamophobia — whether they be racialized, genderized or even visible Muslims such as women who wear a niqab or hijab or Muslim men who grow their beard, wear a thawb, shalwar kameez or kufi, which refers to a head covering that Muslim men wear.

My multi-faceted insight into Islamophobia draws from my legal, sociological, public policy and business expertise. I hold a bachelor of arts degree, with honours, in sociology; a master's degree in public administration; a master's degree in business administration; a juris doctorate; and a master of arts degree in sociology, where my thesis and research projects were focused on studying Islamophobia and media discourse. The title for my thesis was *Islamophobia, Phantasmagoria: A critical discourse analysis of Islamophobia in Canadian newspapers*.

Through my research, I have developed key insights into how Islamophobia is constructed and perpetrated in media, starting from media discourse construction to key methods of setting the dominant narrative.

Islamophobia is predominantly constructed within media discourse within three aspects of discourse. These are lexical choices, presuppositions and collocation.

Lexical choices are usually word choices that are used in headlines that don't just convey the facts of the story, but actually create imagery in the mind. For example, let's say there's an increase of immigrants to Canada by 2%. Instead, you'll see a headline say, "Floods of immigrants are entering Canada, choking our resources." So the schema or the visualization that's created in the mind is a flood of immigrants coming into Canada and the killing of resources in Canada. It makes a permanent implant in people's cognitive interpretation of stories and their reality.

Presuppositions are what happen subtly. For example, you might have a headline that says, "Muslim women break free and play their first game of soccer." The presupposition there is that Muslim women are not free and had to break free of something that's holding them back. Usually, the presupposition is referring to their natural state or their community.

Collocation refers to words being together, for example, in a headline as well. For example, if you have "terrorist" and "Muslim" being collocated so often they create an association in the audience's mind, where now when they hear one word they

Mon expertise en matière d'islamophobie découle de mon expérience personnelle, étant né et ayant grandi au Canada, et de l'expérience de ma communauté musulmane, qui soutient et défend les enfants, les jeunes et les adultes confrontés à l'islamophobie, que ce soit de l'école primaire à l'université ou en défendant les accommodements religieux dans les hôpitaux, les prisons, les universités, les services gouvernementaux, les services de police, ou en soutenant des victimes d'islamophobie — ce peut être des musulmans racisés, catégorisés selon leur genre, ou même visibles tels que les femmes qui portent le niqab ou le hidjab ou encore les hommes qui se laissent pousser la barbe, ou portent la dishdash, le shalwar kameez ou le kufi, qui est un couvre-chef que portent les hommes musulmans.

Ma vision à multiples facettes de l'islamophobie me vient de mon expertise dans le milieu du droit, de la sociologie, de la politique publique et des affaires. Je suis titulaire d'un baccalauréat ès arts, avec mention, en sociologie, d'une maîtrise en administration publique, d'une maîtrise en administration des affaires, d'un doctorat en droit et d'une maîtrise ès arts en sociologie; ma thèse et mes projets de recherche portaient sur l'étude de l'islamophobie et du discours médiatique. Le titre de ma thèse était *Islamophobia, Phantasmagoria: A critical discourse analysis of Islamophobia in Canadian newspapers*.

Mes recherches m'ont permis de comprendre comment l'islamophobie est construite et perpétuée dans les médias, en partant de la construction du discours médiatique jusqu'aux méthodes clés pour établir le récit dominant.

L'islamophobie est principalement construite dans le discours médiatique selon trois aspects de ce dernier. Il s'agit des choix lexicaux, des présomptions et de la collocation.

Les choix lexicaux sont habituellement des choix de mots utilisés dans les titres qui ne se contentent pas de transmettre les faits de l'histoire, mais créent aussi des images dans notre esprit. Disons, par exemple, que l'immigration a augmenté de 2 % au Canada. Ce ne sera pas ça, le titre. On lira plutôt : « Des flots d'immigrants entrent au Canada, nos ressources submergées ». En lisant cela, les gens ont donc l'impression qu'une vague d'immigrants arrive au Canada et en sape les ressources. Cela aura une influence permanente sur l'interprétation cognitive des histoires et de la réalité des gens.

Les présomptions, elles, sont subtiles. On pourrait avoir un titre tel que : « Les femmes musulmanes se libèrent et jouent leur premier match de soccer ». La présomption, c'est qu'elles ne sont pas libres et qu'elles ont dû se libérer de quelque chose qui les retenait. En général, la présomption fait référence à leur état naturel ou à leur communauté.

La collocation, de son côté, fait référence à des mots groupés. Ils pourraient se trouver dans un titre d'article de journal, également. Si l'on associe trop souvent les mots « terroristes » et « musulmans » par exemple, cela crée une association dans

automatically think of the other. Many times when we teach or do workshops, we ask the audience, “What’s the first word that comes to your mind in terms of a religion when you hear the word ‘peace’ or ‘Zen’?” Many times they will say, “Buddhist.” If you say “terrorist,” they will automatically say “Islam” because those two words have been associated so strongly through collocation.

Media also contributes to the dominant narrative after constructing the Islamophobic discourse in three ways. The first way is through news values. This is through selection. News organizations will choose which stories to show and which not to show. The second way is through framing and that is the way they present that media, whether it’s the image that goes along with that story or the way that the headline is crafted. The third way is agenda setting, which is the prevalence of that news: How often does it come on? How much time is it given? How many platforms is it available on?

Examples of this are when Muslim perpetrators are likely to be identified as terrorists, representatives having more violent motives, linked in media reports to larger terror networks, broader patterns of ideological violence and labelled by their religious and ethno-racial identities — as was mentioned by many of the senators before. For example, a study of *The Globe and Mail* by Yasmin Jiwani, a professor of communications studies at Concordia University, found 66 articles on the Shafia femicide case alone — which was widely represented as an honour killing — but only 59 on the murder of women and domestic violence in the general media from 2005 to 2012.

The Quebec mosque shooting in January 2017 received approximately five minutes of airtime on CBC’s flagship news program, *The National*, the night that it occurred, while the London Borough attacks in the U.K. in June 2017 received several hours of live reportage and commentary.

I would like to share four other points: the definition or conceptualization of Islamophobia; the multi-layered and intersectional reality of Islamophobia; the problematic notion of the “model Muslim”; and strategies and policy solutions.

First, I want to address definitions and conceptualizations. This is often the main roadblock, the polemics in just defining Islamophobia. It’s very unfortunate because when you look at other social problems like anti-Semitism or homophobia, you don’t see this type of paralysis by analysis. You don’t see this type of emphasis on the technical term to the point where it becomes a barrier to actually solving the problem. For example,

l’esprit du public. S’il entend l’un de ces mots, il pensera automatiquement à l’autre. Lorsque nous enseignons ou lorsque nous organisons des ateliers, nous demandons souvent aux participants : « Quel est le premier mot d’ordre religieux qui vous vient à l’esprit lorsque vous entendez le mot “paix” ou “zen” ? » Souvent, les gens répondent « bouddhiste ». Par contre, si vous dites « terroriste », ils répondront « islam » automatiquement, parce que ces deux mots ont été si étroitement associés par collocation.

Les médias contribuent également au récit dominant une fois le discours islamophobe construit, et ce, de trois manières. Le premier moyen, c’est la valeur médiatique. Il s’agit d’une sélection. Les médias d’information choisissent les histoires à raconter ou non. Le deuxième moyen, c’est le cadrage, c’est-à-dire la façon dont ils présentent ces histoires, que ce soit l’image qui les accompagne ou la manière dont le titre est rédigé. Le troisième moyen, c’est l’établissement du calendrier, soit la prévalence de ces nouvelles. À quelle fréquence seront-elles diffusées? Combien de temps y consacrera-t-on? Sur combien de plateformes seront-elles publiées?

Je peux vous donner un exemple. Les auteurs d’attentats musulmans sont susceptibles d’être identifiés comme des terroristes et des êtres ayant des motifs plus violents. Les médias feront état de liens avec des réseaux terroristes plus imposants, parleront de schémas d’ensemble de violence idéologique et les étiquetteront par leur identité religieuse et ethnoraïale — comme l’ont mentionné de nombreux sénateurs plus tôt. Par exemple, une étude du *Globe and Mail* menée par Yasmin Jiwani, une professeure de communication à l’Université Concordia, a trouvé 66 articles sur le seul cas du féminicide de la famille Shafia — qui a été largement représenté comme un crime d’honneur —, mais seulement 59 sur le meurtre de femmes et la violence conjugale dans les grands médias de 2005 à 2012.

La tuerie à la grande mosquée de Québec en janvier 2017 n’a fait l’objet que d’environ cinq minutes de temps d’antenne dans l’émission d’information phare de la CBC, le *National*, la nuit où elle s’est produite, alors que les attaques dans un quartier londonien au Royaume-Uni en juin de la même année ont quant à elles fait l’objet de plusieurs heures de reportages et de commentaires en direct.

J’aimerais aborder quatre autres points : la définition ou la conceptualisation de l’islamophobie, la réalité multicouche et intersectionnelle de l’islamophobie, la notion problématique du « musulman modèle » et les stratégies et les solutions politiques.

Tout d’abord, je voudrais parler des définitions et des concepts. C’est souvent le principal obstacle, la source des divergences lorsqu’il s’agit de définir l’islamophobie. C’est très regrettable, car lorsque vous examinez d’autres problèmes sociaux comme l’antisémitisme ou l’homophobie, vous ne voyez pas ce type de paralysie sur le plan de l’analyse. On ne voit pas ce type d’accent mis sur le terme technique, qui devient peu à

anti-Semitism has technical issues. Not all Jews are Semites, and not all Semites are Jews, yet we don't have a problem with using that term when referring to the social reality of discrimination, bias and barriers that Jewish people face in this country.

In looking at the term "Islamophobia" and trying to conceptualize it, many times you'll find it gets racialized or associated with anti-Muslim hate and so on. But I want to get it to a more fundamental level of understanding, and it might help to understand how it gets to a level of hate and racism.

First, when I conceptualize Islamophobia, I look at it as problematizing Muslim identity and agency. What do I mean by "problematising"? I mean that you're debasing Muslims' ability to belong and be, and, more importantly, you're making a barrier. You're creating an issue out of the very identity of a Muslim, all the markers that go with it and the agency that comes along with a Muslim trying to advocate for themselves or participate in a democracy by accessing power, maybe being a decision-making authority and so on.

Much of the problematization of Muslim identity and agency comes in the form of creating mistrust, anxiety and suspicion about Muslims to the point where if a Muslim tries to go for any type of political office, many times they're seen as being fifth column or that there is some sort of surreptitious, nefarious agenda at play. Terms such as "creeping Sharia" are used. This is coded language that is used to showcase that there's some sort of hidden agenda in the Muslim community.

I'll conclude by stating that understanding this concept from a risk society conceptualization really helps to understand this problematization beyond just hate and racism.

Sociologist Ulrich Beck looked at how modernization has made societies organize themselves based on risk. A lot of times when you see this disinformation about Muslims in the media, it increases the risk assessment in the public. Therefore, a lot of the behaviours Canadians have are just to mitigate that risk not necessarily because they hate that Muslim neighbour they have or because they know them to be a terrorist, but because the misinformation they've been given has increased that risk assessment of that individual, which now regulates their behaviours and causes them to perform these micro-aggressions: exclusion, discrimination, prejudice and violence.

I hope that wraps it up. I can go into more detail during the questions and answers.

peut un obstacle à la résolution du problème. Par exemple, l'antisémitisme suscite des questions sur le plan technique. Tous les Juifs ne sont pas des sémites, et tous les sémites ne sont pas des Juifs, mais nous n'avons aucun problème à utiliser ce terme pour désigner la réalité sociale de la discrimination, des préjugés et des obstacles auxquels les Juifs sont confrontés dans ce pays.

Lorsque l'on examine le terme « islamophobie » et que l'on essaie d'en faire un concept, on constate souvent qu'il est « racisé » ou associé à la haine des musulmans, etc. Je veux arriver à un niveau de compréhension plus fondamental, et cela pourrait aider à comprendre comment on en arrive à la haine et au racisme que l'on connaît.

Premièrement, lorsque je cherche à conceptualiser l'islamophobie, je me la représente comme une problématisation de l'identité et de l'action des musulmans. Qu'est-ce que j'entends par « problématiser »? C'est le fait de dévaloriser la capacité des musulmans à appartenir et à être et, plus important encore, c'est le fait de créer une barrière. Vous créez un problème à partir de l'identité même d'un musulman, de tous les repères qui l'accompagnent et de la capacité d'action d'un musulman qui essaie de défendre ses intérêts ou de participer à une démocratie en accédant au pouvoir, en étant peut-être une autorité décisionnelle, etc.

Une grande partie de la problématisation de l'identité et de l'action musulmanes prend la forme d'une méfiance, d'une inquiétude et d'une suspicion à l'égard des musulmans, au point où si un musulman tente de se présenter à un quelconque poste politique, il est souvent considéré comme faisant partie de la cinquième colonne ou comme ayant un programme subreptic et néfaste. Des termes tels que l'« avance furtive de la charia » sont utilisés. Il s'agit d'un langage codé dont on se sert pour montrer que la communauté musulmane a une sorte de plan secret.

Je conclurai en disant que le fait de percevoir ce concept à travers le prisme de la société à risque aide vraiment à comprendre cette problématisation au-delà de la simple haine et du racisme.

Le sociologue Ulrich Beck a étudié la manière dont la modernisation a amené les sociétés à s'organiser en fonction du risque. Souvent, la désinformation qui court dans les médias au sujet des musulmans aggrave les résultats de l'évaluation du risque que le public en fait. Par conséquent, bien des comportements que les Canadiens adoptent visent à atténuer ce risque, pas nécessairement parce qu'ils détestent leur voisin musulman ou parce qu'ils savent qu'il est un terroriste, mais parce que la désinformation qu'ils reçoivent noircit leur évaluation du risque à l'égard de cette personne. C'est dès lors ce que guidera leur comportement et les amènera à commettre ces microagressions : exclusion, discrimination, préjugés et violence.

J'espère que cela résume la situation. Je pourrai entrer dans les détails au moment de répondre aux questions.

The Chair: Thank you. Ms. Abawajy, I turn to you for your presentation.

Amina Abawajy, Education Advisor, Human Rights and Equity Services, Dalhousie University, as an Individual: *Salaam Alaikum* — may peace be upon you all. Good evening, and thank you for the opportunity to address members of the Senate today as we discuss Islamophobia.

I want to acknowledge that I am speaking to you from the traditional, unceded and unsurrendered territory of the Mi'kmaq. My name is Amina Abawajy, and I am the Education Advisor at Human Rights and Equity Services at Dalhousie University and the chair of Global Humanitarian Initiative Association. I'm also a graduate student, doing my masters of education.

Today, I am speaking from the perspective of a community member and advocate who cares deeply about the current realities for Muslims and how we can move from survival to a thriving and hopeful future. I will be drawing from lived experiences, feminist perspectives, literature and research. I want to thank all who have come before me who have paved the way for us to be having these important conversations in which I'm able to reflect and learn about my own realities as a Black Muslim woman.

As I'm sure you've been hearing, Islamophobia is rampant across the nation, and it is not confined to borders but rather is a global issue. When I refer to Islamophobia, I'm referring to the hatred or fear of Muslims or Islam or those perceived to be Muslim or practitioners of Islam. The boundaries of Islamophobia go beyond our Muslim siblings and also extend to, for example, our Sikh brothers, who are often mistaken or perceived to be Muslim.

For the sake of my five minutes, I will be focusing on Islamophobia experienced by Muslims and would like to focus on how education can be a powerful tool in dismantling Islamophobia.

According to the National Council of Canadian Muslims, since the 2017 attack on the Quebec City mosque, anti-Muslim hate crimes have been on the rise and online hate is creating an environment of fear and division. Dr. Sunera Thobani, a professor of Asian studies at the University of British Columbia, says Islamophobia and anti-Muslim rhetoric has been a constant feature of Canadian political life in the period since 9/11. According to Global News, statistics and surveys show that reported hate crimes against Muslims surged in Canada after 2011, and while the number of reports ebbed and flowed over the past 20 years, it never went back down to pre-9/11 levels.

La présidente : Merci. Madame Abawajy, je me tourne vers vous pour votre présentation.

Amina Abawajy, conseillère en éducation, Services des droits de la personne et de l'équité, Université Dalhousie, à titre personnel : *Salaam Alaikum* — que la paix soit sur vous. Bonsoir, et merci de me donner l'occasion de m'adresser aux membres du Sénat aujourd'hui afin de parler de l'islamophobie.

Je tiens à préciser que je m'adresse à vous depuis le territoire traditionnel, non cédé et non abandonné des Micmacs. Je m'appelle Amina Abawajy. Je suis conseillère en éducation aux Services des droits de la personne et de l'équité de l'Université Dalhousie et présidente de la Global Humanitarian Initiative Association. Je suis également étudiante à la maîtrise en éducation.

Aujourd'hui, je vous parlerai en tant que membre de la communauté et défenderesse qui s'intéresse de près aux réalités actuelles des musulmans et à la façon dont nous pouvons passer de la survie à un avenir prospère et plein d'espoir. Je m'appuierai sur des expériences vécues et des perspectives féministes, ainsi que sur la littérature et la recherche. Je tiens à remercier tous ceux qui m'ont précédée et qui ont ouvert la voie pour que nous puissions avoir ces importantes conversations, lesquelles me permettent de réfléchir et de me renseigner sur ma propre réalité de femme noire musulmane.

Comme vous l'avez certainement entendu, l'islamophobie sévit dans tout le pays. Elle ne s'arrête pas aux frontières, mais constitue plutôt un problème mondial. Lorsque je parle d'islamophobie, je fais référence à la haine ou à la peur des musulmans, de l'islam ou de ceux qui sont perçus comme musulmans ou pratiquants de l'islam. Les frontières de l'islamophobie vont au-delà de nos frères et sœurs musulmans et s'étendent également, par exemple, à nos frères sikhs, qui sont souvent pris pour des musulmans ou perçus comme tels.

Pour optimiser les cinq minutes que j'ai, je me concentrerai sur l'islamophobie vécue par les musulmans et j'insisterai sur la façon dont l'éducation peut être un outil puissant pour faire échec à l'islamophobie.

Selon le Conseil national des musulmans canadiens, depuis l'attentat de 2017 contre la mosquée de Québec, les crimes haineux à l'endroit des musulmans ont augmenté, et la haine en ligne crée un environnement de peur et de division. Sunera Thobani, professeure d'études asiatiques à l'Université de la Colombie-Britannique, affirme que l'islamophobie et la rhétorique antimusulmane ont été une caractéristique constante de la vie politique canadienne depuis le 11 septembre 2001. Selon Global News, les statistiques et les enquêtes montrent que les crimes haineux signalés contre les musulmans ont augmenté au Canada après 2011 et, bien que le nombre de signalements ait fluctué au cours des 20 dernières années, il n'est jamais redescendu au niveau d'avant le 11 septembre.

We know that Islamophobia did not form in a bubble, but has been fed by misinformation, political action — and inaction — and White supremacist movements. Islamophobia feeds into pre-existing lines of marginalization. It's particularly important to grapple with and highlight the experiences of people who choose to wear the hijab or niqab and that of Black Muslims as particularly visible Muslims who experience Islamophobia in compounding and intersectional ways.

From micro-aggressions to the macroscale, from physical violence and murder to verbal slurs to vandalization and graffiti — these forms of Islamophobia are deeply impactful personally and as a community. I distinctly remember how I felt when I learned about the murders in the Quebec mosque shooting. Although I had no personal ties to the individuals, I felt pain and sadness for our lost community members and fear for what this meant for my community and loved ones. I know many of us did.

I recall I was with the Dalhousie Student Union at the time, and I was sent nasty Islamophobic emails. I will quote one line from it in reference to the massacre: "The Muslims got what they and their false religion deserved." I recall receiving several similarly Islamophobic voicemails after organizing a vigil on campus to hold space for our collective pain after the massacre. These are just a few examples, and I speak to my experiences, but there are many experiences — reported and unreported — of Islamophobia.

I want to switch gears to talk about the critical role education can play in dismantling Islamophobia. As I mentioned, I work and study in this field, and I'm truly passionate about the transformational possibilities of education. I want to look at education from two lenses: education in the form of comprehensive, anti-Islamophobia education, and education to equip Muslims with the tools to navigate an Islamophobic society.

It is imperative that we undertake a comprehensive, educational anti-Islamophobia campaign that dispels stereotypes, myths, names, tackles the root causes of Islamophobia, is integrated with policy and can be rolled out widely within workplaces, educational institutions and leisure and community spaces. Because Islamophobia is so pervasive, we need resources to build more tools that can help equip us with the language and supports to navigate these difficult situations.

Nous savons que l'islamophobie ne s'est pas formée spontanément, mais qu'elle a été alimentée par la désinformation, l'action — et l'inaction — politique et les mouvements suprématistes blancs. L'islamophobie noircit les traits de marginalisation qui existaient déjà. Il est particulièrement important d'aborder et de mettre en lumière les expériences des personnes qui choisissent de porter le hijab ou le niqab ainsi que celles des musulmans noirs en tant que musulmans particulièrement visibles qui subissent une islamophobie plurielle et intersectionnelle.

Qu'il s'agisse de microagressions ou de macroagressions, de violences physiques, de meurtres, d'insultes verbales, de vandalisme ou de graffitis, ces formes d'islamophobie ont une incidence profonde sur les personnes visées et sur la communauté en général. Je me souviens très bien de ce que j'ai ressenti lorsque j'ai appris la nouvelle des meurtres commis à la mosquée de Québec. Bien que je n'aie aucun lien personnel avec ces personnes, j'ai ressenti de la douleur et de la tristesse pour les membres de notre communauté qui ont péri et j'ai eu peur de ce que cela signifiait pour ma communauté à moi et pour mes proches. Je sais que nous sommes nombreux à l'avoir vécu de cette façon.

Je me souviens qu'à l'époque, je faisais partie de la Dalhousie Student Union et que j'ai reçu de méchants courriels islamophobes. Permettez-moi d'en citer une ligne, en référence au massacre : « Les musulmans ont eu ce qu'ils méritaient, eux et leur fausse religion. » Je me souviens avoir reçu plusieurs messages vocaux islamophobes similaires après avoir organisé une veillée sur le campus afin de permettre à notre douleur collective de s'épancher après le massacre. Ce ne sont là que quelques exemples, et je parle de mes expériences, mais il existe beaucoup de manifestations d'islamophobie, signalées ou non.

Je voudrais changer de sujet pour parler du rôle essentiel que l'éducation peut jouer pour faire échec à l'islamophobie. Comme je l'ai mentionné, je travaille et étudie dans ce domaine, et je suis vraiment passionnée par les possibilités de transformation qu'offre l'éducation. J'aimerais l'examiner sous deux angles : celui d'une éducation anti-islamophobe exhaustive et celui d'une éducation visant à donner aux musulmans les outils nécessaires pour naviguer dans une société islamophobe.

Il est impératif que nous entreprenions une campagne d'éducation globale contre l'islamophobie afin de dissiper les stéréotypes et les mythes, et pour nommer et éradiquer les causes profondes de l'islamophobie. Il faut que cette campagne soit intégrée aux politiques et qu'elle puisse être déployée à grande échelle sur les lieux de travail, dans les établissements d'enseignement ainsi que dans les lieux de loisirs et les espaces communautaires. Étant donné que l'islamophobie est à ce point répandue, nous avons besoin de ressources pour créer davantage d'outils qui pourront nous aider à nous doter du langage et des outils nécessaires pour naviguer dans ces situations difficiles.

To conclude, I would like to humbly suggest some government responses.

One, to launch a comprehensive, educational anti-Islamophobia campaign that centres on lived experiences of Muslims, with a particular focus on visible Muslims.

Two, to increase funding to organizations like the National Council of Canadian Muslims and others who have been doing this particular work of dismantling Islamophobia in various forms for years.

Three, to develop laws with mechanisms that specifically respond to hate speech and Islamophobia before it reaches the high threshold of a hate crime.

Four, to invest in community-built tools and programming for resiliency, identity and community building.

Thank you for your time.

The Chair: Thank you very much.

Senator Jaffer: Thank you very much to both of you for your presentations.

Mr. Afzal, you gave a lot of detail, and you dealt with many issues. I would humbly ask if you would consider giving us a paper on all the things you were saying. I'm sure it will help our analysts as well because you have a profound amount of knowledge, and it would be very helpful to us.

However, I'm going to take you to something completely different. You're associated with the Canadian Muslim Chaplain Organization. Are you involved in going to prisons?

Mr. Afzal: Yes.

Senator Jaffer: How easy has it been for you to get access to the prisons?

Mr. Afzal: Initially, it was easy, but it rapidly became difficult, especially once we started to actually work on accommodations for prisoners.

What I was dealing with specifically was in the Regional Psychiatric Centre. I know Sheikh Yaffa was dealing with things in Halifax.

The Regional Psychiatric Centre is a regional prison in Saskatchewan. To clarify, it deals with inmates from the East as well. It's largely used for high-risk inmates who have mental health issues.

Pour conclure, j'aimerais humblement proposer quelques réponses que le gouvernement pourrait mettre en œuvre.

Premièrement : lancer une campagne anti-islamophobie complète et éducative qui se concentre sur les expériences vécues par les musulmans, avec un accent particulier sur les musulmans visibles.

Deuxièmement : augmenter le financement d'organismes comme le Conseil national des musulmans canadiens et autres qui font ce travail particulier de faire échec à l'islamophobie sous diverses formes depuis des années.

Troisièmement : élaborer des lois assorties de mécanismes qui répondent spécifiquement aux discours haineux et à l'islamophobie avant que ces derniers n'atteignent le seuil élevé de crime haineux.

Quatrièmement : investir dans des outils et des programmes communautaires misant sur la résilience, l'identité et le renforcement de la communauté.

Je vous remercie de votre temps.

La présidente : Merci beaucoup.

La sénatrice Jaffer : Merci beaucoup à vous deux pour vos présentations.

Monsieur Afzal, vous avez donné beaucoup de détails et vous avez abordé de nombreuses questions. Je vous demanderais humblement d'envisager de nous remettre un document sur toutes les choses que vous avez dites. Je suis sûre que cela aidera nos analystes aussi parce que vous avez une grande connaissance de la question. Cela nous serait très utile.

Cependant, je vais vous amener à quelque chose de complètement différent. Vous êtes associé à la Canadian Muslim Chaplain Organization, ou l'organisation des aumôniers musulmans du Canada. Est-ce que vous vous rendez dans les prisons?

M. Afzal : Oui, je vais dans les prisons.

La sénatrice Jaffer : A-t-il été facile pour vous d'y avoir accès?

M. Afzal : Au début, c'était facile, mais c'est rapidement devenu difficile, surtout lorsque nous avons commencé à travailler sur les accommodements à l'intention des prisonniers.

Ce dont je m'occupais plus particulièrement, c'était du Centre psychiatrique régional. Je sais que Sheikh Yaffa s'occupait de ce qui se passait du côté d'Halifax.

Le Centre psychiatrique régional est une prison régionale de la Saskatchewan. Pour clarifier, l'endroit accueille également des détenus de l'Est. Il est surtout utilisé pour les détenus à risque élevé qui ont des problèmes de santé mentale.

In that prison, we noticed that trying to get accommodations for prisoners was very difficult. Often you would have multiple people meeting with you, discouraging you and telling you, for example, "One person converted to Islam. They wanted to get accommodation for halal food. They didn't really want to do that." They almost try and coerce you into saying, "You know what? Don't approve this. The person is pretending. The person just wants a different meal. They're just not used to this other meal. They want a different meal." They would have these conversations on the side to undermine accommodations.

Then we noticed that, slowly, our visiting time was getting harder to book. Many times, dealing with trying to get some policy changes for halal food was very difficult. You'd have to go through multiple meetings, and nothing would actually get done. It was a very frustrating process.

Senator Jaffer: [Technical difficulties] prisons in Canada, and the issues I heard from Muslim prisoners — I'll just read them to you. One was halal food and how purposely things we don't eat, like pork, were put in their food and stuff like that. Hair products were a big issue. Hair products and skin products for prisoners were substantially more in the shop than products used by White prisoners.

There is also prayer time. The prayer mat would be hidden, cut up and things like that. These are all things you've heard. Of course, there is access to chaplains.

Has that been your experience? Can you give us a recommendation, even if not necessarily today?

That's a part of our study that we haven't focused on a lot, but every time I've gone to prisons, Muslim prisoners have formed a group to talk to me. In fact, we once had a group, and we talked to them separately a number of times. That was what they were saying — that their prayer time and their prayer space were not respected. Of course, access to chaplains is virtually impossible.

I've almost used all my time to explain. Please give a short answer, and then please provide further in writing because I think this is an aspect of our study that we must focus on as well.

Mr. Afzal: Sure. Thank you very much, senator. I'll try to be as quick as possible.

I want to share a quick story with you that will take a minute or less. It's about this one individual inmate. She had not spoken

Dans cette prison, nous avons remarqué qu'il était très difficile d'obtenir des accommodements pour les détenus. Souvent, plusieurs personnes vous rencontraient, vous décourageaient et vous disaient, par exemple : « Une personne s'est convertie à l'islam. Il voulait obtenir un accommodement pour la nourriture halal. Ils ne voulaient pas vraiment faire cela. » Ils essaient presque de vous contraindre à dire : « Vous savez quoi? N'approuvez pas cela. La personne fait semblant. Elle veut juste un repas différent. Elle n'est pas habituée à cette autre nourriture. Elle veut changer de repas. » Ils avaient ces conversations à la dérobée pour saper les accommodements.

Puis nous avons remarqué que, lentement, il devenait de plus en plus difficile de réserver nos heures de visite. Il était souvent très difficile d'obtenir des changements de politique pour la nourriture halal. Il fallait passer par de multiples réunions, et rien ne se faisait. C'était un processus très frustrant.

La sénatrice Jaffer : [Difficultés techniques] les prisons au Canada, et les problèmes que j'ai entendus de la part des prisonniers musulmans — je vais simplement vous les lire. L'un d'eux concernait la nourriture halal et comment des choses qu'ils ne mangent pas, comme le porc, étaient délibérément mises dans leur nourriture, etc. Les produits capillaires étaient un gros problème. Les produits capillaires et les produits pour la peau destinés aux prisonniers étaient beaucoup plus nombreux dans le magasin que les produits utilisés par les prisonniers blancs.

Il y a aussi le temps de la prière. Le tapis de prière était caché, découpé et des choses comme cela. Ce sont toutes des choses que vous avez entendues. Bien sûr, il y a aussi l'accès aux aumônières.

Est-ce que cela a été votre expérience? Pouvez-vous nous donner une recommandation, même si ce n'est pas nécessairement aujourd'hui?

C'est une partie de notre étude sur laquelle nous ne nous sommes pas beaucoup penchés, mais chaque fois que je suis allée dans des prisons, des prisonniers musulmans ont formé un groupe pour me parler. En fait, nous avons eu une fois un groupe, et nous leur avons parlé séparément à plusieurs reprises. C'est ce qu'ils disaient, que leur temps de prière et leur espace de prière n'étaient pas respectés. Bien sûr, l'accès aux aumônières est pratiquement impossible.

J'ai utilisé presque tout mon temps pour m'expliquer. Je vous prie de donner une réponse brève, puis d'en fournir d'autres par écrit, car je pense que c'est un aspect de notre étude sur lequel nous devons également nous concentrer.

M. Afzal : Bien sûr, merci beaucoup, madame la sénatrice. Je vais essayer d'être aussi rapide que possible.

Je vais vous parler de quelque chose qui ne prendra qu'une minute ou moins. Il s'agit d'une détention en particulier. Elle

to anybody — not a word — for three years. For three years, she had not talked. I came into the prison to visit the women's section to give some counselling and to see what accommodations were needed. This woman spoke to me — actually spoke to me in Urdu. I was able to communicate with her. The prison guards were shocked. Just imagine it: This is a woman dealing with mental health and other issues. She was denied access to chaplains. We were the first ones to get in there, finally, after a long period of time. Even then, it was so cumbersome to book and get in.

This is the impact it could have on an individual. Someone who hasn't spoken for three years — it literally changes their life and can have a huge impact on recidivism rates and mental health in the future.

With regard to recommendations, I would say training. We talked about that before. It's a big issue, and that's clear. There needs to be a clear policy on halal foods and other things.

The third one that I think is very important is that there needs to be statistics, research and monitoring of these numbers. We lose the data. Unfortunately, this happens a lot, and then the complaints and everything like that don't get recorded. These incidents don't get recorded. The issues that chaplains deal with don't get recorded. It all gets lost after a year or two.

Those would be my recommendations.

Senator Jaffer: May I respectfully ask if you are able to speak to other chaplains — and perhaps I will suggest to the chair that we have a meeting just with chaplains because this is a very serious issue in the prisons where there is serious Islamophobia. If you could please reflect on that and let the clerk know if you can do that.

Mr. Afzal: Definitely.

Senator Jaffer: Chair, I will go on a second round.

The Chair: I'll put you on the second round.

I would like to clarify something. When you said the woman hadn't spoken, was it because of language or was it that she could identify with you when you came? Obviously, she was Muslim so she felt comfortable enough to speak to you.

Mr. Afzal: At first, I thought it was the language. But then once I started talking to her, it was basically about the discrimination she felt while she was there. For example, many

n'avait parlé à personne — pas un mot — pendant trois ans. Pendant trois ans, elle n'avait pas parlé. Je suis venu à la prison pour effectuer une visite dans la section des femmes afin de donner quelques conseils et de voir quels accommodements étaient nécessaires. Cette femme m'a parlé. En fait, elle m'a parlé en ourdou. J'ai pu communiquer avec elle. Les gardiens de la prison étaient abasourdis. Imaginez un peu : il s'agissait d'une femme qui avait des problèmes de santé mentale et d'autres problèmes. On lui avait refusé l'accès aux aumôniers. Nous avons été les premiers à y entrer, finalement, après un bon bout de temps. Et même là, il était très difficile de fixer un rendez-vous et d'entrer.

Voilà l'effet que cela peut avoir sur un individu. Quelqu'un qui n'a pas parlé depuis trois ans... Cela change littéralement leur vie et cela peut avoir une incidence énorme sur les taux de récidive et sur la santé mentale en amont.

Pour ce qui est des recommandations, je dirais la formation. Nous en avons déjà parlé. C'est un gros problème et cela ne fait aucun doute. Il faut une politique claire sur les aliments halal et les autres enjeux.

La troisième recommandation, qui me semble très importante, concerne les statistiques, la recherche ainsi que le suivi ultérieur en la matière. Nous perdons les données. Malheureusement, cela arrive souvent. Les plaintes et tout ce qui s'ensuit ne sont pas enregistrés. Ces incidents ne sont pas consignés. Les problèmes que les aumôniers traitent ne sont pas répertoriés. Tout se perd au bout d'un an ou deux.

Ce sont mes recommandations.

La sénatrice Jaffer : Puis-je respectueusement demander si vous êtes en mesure de parler à d'autres aumôniers? Je vais d'ailleurs peut-être proposer à la présidente d'organiser une réunion uniquement avec les aumôniers parce que c'est un problème très sérieux dans les prisons. L'islamophobie y est très présente. Je vous demanderais d'y réfléchir et d'indiquer au greffier si c'est quelque chose qui pourrait se faire.

M. Afzal : Certainement.

La sénatrice Jaffer : Madame la présidente, je vais participer à la deuxième série de questions.

La présidente : Je vous y inscris.

J'aimerais clarifier quelque chose. Lorsque vous avez dit que la femme n'avait pas parlé, était-ce à cause de la langue? Dans la négative, est-ce qu'elle s'est mise à parler seulement parce qu'elle pouvait s'identifier à vous lors de votre visite? De toute évidence, elle était musulmane et elle s'est donc sentie suffisamment à l'aise pour vous parler.

M. Afzal : Au début, je pensais que c'était une question de langue, mais une fois que j'ai commencé à lui parler, j'ai vu qu'il s'agissait essentiellement de la discrimination qu'elle avait

years prior, she had a Quran that was donated to her at the prison. That Quran was desecrated and thrown away somewhere, and she lost it.

The first thing she asked me for, actually — you might be aware of this — was a panj surah. It's not the full Quran, but it's a selection of chapters that a lot of people from the Indian subcontinent try to recite a lot in their invocations.

Her silence was based on a deep mistrust of the system.

The Chair: Thank you. Being from Pakistan, I know what a panj surah is. Most of us carry it — when you don't want to carry the Quran, you carry a panj surah with you. Thank you.

Senator Ravalia: Thank you very much to both of our witnesses.

The federal government has announced that it will be appointing a special representative on combating Islamophobia, specifically to serve as a champion, adviser, expert and representative to the Canadian government for the purpose of enhancing efforts to combat Islamophobia, to address barriers facing Islam communities and to promote awareness of the diverse and intersectional identities of Muslims in Canada. These are, of course, areas we've been studying.

Recognizing that there's still an open call for that position, what are the strategic qualities you feel this individual should have? Do you think that position will be an effective means or an important starting point in combating systemic Islamophobia and anti-Muslim hate? Do you have any additional comments you want to make about such a position?

The Chair: Senator Ravalia, forgive me. I will add that this was mentioned a year and a half ago — maybe even a little longer — that they would be appointing someone, so I don't know what the delay is.

Senator Ravalia: I think we've all been anxiously awaiting this as a catalytic opportunity for the Muslim community. We continue to wait, but your input with respect to that type of position would be very welcome. The question is for both of you. Thank you.

Mr. Afzal: Maybe I'll let Ms. Abawajy go first because I spoke previously.

Ms. Abawajy: Sure.

ressentie pendant qu'elle était là. Par exemple, plusieurs années auparavant, elle avait un Coran qui lui avait été donné à la prison. Or, ce Coran a été profané et jeté quelque part, et elle l'a perdu.

La première chose qu'elle m'a demandée, en fait — vous le savez peut-être —, c'est un recueil de sourates. Ce n'est pas le Coran complet, mais une sélection de chapitres que beaucoup de gens du sous-continent indien essaient de réciter dans leurs invocations.

Son silence se fondait sur une profonde méfiance à l'égard du système.

La présidente : Merci. Comme je suis originaire du Pakistan, je sais ce qu'est un recueil de sourates. La majorité d'entre nous en avons un sur nous. Quand vous n'avez pas le Coran sur vous, vous avez un recueil de sourates. Merci.

Le sénateur Ravalia : Merci beaucoup aux deux témoins.

Le gouvernement fédéral a annoncé qu'il allait nommer un représentant spécial chargé de la lutte contre l'islamophobie. Cette personne agira en tant que championne, conseillère, experte et représentante auprès du gouvernement du Canada de manière à canaliser les efforts consacrés à la lutte contre l'islamophobie, à abolir les obstacles qui se dressent devant les communautés musulmanes et à informer la population sur les diverses identités intersectionnelles des musulmans vivant au Canada. Il s'agit d'aspects que nous étudions, bien sûr.

Étant donné que l'appel de candidatures pour ce poste est toujours en vigueur, quelles sont selon vous les qualités stratégiques que cette personne devrait posséder? Croyez-vous que ce poste sera un outil efficace ou un point de départ important dans la lutte contre les phénomènes systémiques de l'islamophobie et de la haine envers les musulmans? Avez-vous des remarques supplémentaires à formuler par rapport à ce poste?

La présidente : Sénateur Ravalia, veuillez m'excuser. Je préciserais que l'on a mentionné que quelqu'un serait nommé il y a un an et demi de cela, voire un peu plus, donc je ne sais pas à quoi ce retard est dû.

Le sénateur Ravalia : Nous attendons tous avec impatience cette nomination que la communauté musulmane voit comme un possible catalyseur. Nous continuons d'attendre, mais vos idées quant à ce type de poste seraient les bienvenues. La question s'adresse à vous deux. Merci.

M. Afzal : Mme Abawajy devrait peut-être répondre en premier, puisque j'ai déjà pris la parole.

Mme Abawajy : D'accord.

I want to applaud the government for making this move. I think it's a commendable move. The communication around it, perhaps, could be strengthened because this is the first I'm hearing about it. That can be said about a lot of things. Communication is really key to building awareness, and it's something that should be looked at seriously.

To hear there's a delay is upsetting, but I'm hopeful that the position will get under way soon.

In terms of qualities that I think are important, lived experience is very important. A connection to Muslim communities locally is very important. An understanding of the intersectionality is important, especially the importance of highlighting the intersections of visible Muslims because a heightened sense of Islamophobia is often experienced by Muslims who are visible.

It's also important for there to be an educational component to the role. Building awareness and dispelling some of the stereotypes and myths are really crucial to the work that needs to be done to dispel Islamophobia.

I'll leave it at that.

Senator Ravalia: Thank you.

Mr. Afzal: Maybe I'll add one or two points.

One of the key things to understand is that it's not just Islamophobia or intersectional Islamophobia, but rather it's Islamophobias on different levels depending on whether you're looking at a macro or micro level. Islamophobia manifests at an ideological level, a political level, a media and public discourse level and an institutional level, which includes systemic issues within employment, schools, justice systems, prisons, hospitals, et cetera.

You can see at a meso-level with hate groups and Islamophobia industries — there are groups that actually make money from spreading Islamophobia rhetoric. There is also the micro level — the criminal level — with hate crimes, violent crimes, personal interactions and a risk bias level, like I was talking about before.

Finally, the one key insight to understand — I want to reiterate what Ms. Abawajy mentioned — looking at visible Muslims is very important. Also, not falling for the trap of what's called a "model Muslim." Sometimes what you'll see in a lot of advertisements is a sister — a Muslim woman — wearing a colourful hijab in a diversity campaign. You'll see a lot of these images, for example, Ms. Marvel is another one. People are proud of having Muslim representation in the media and so on. Those are all good things. But there's a concern there too. That is, when you create a model Muslim, what ends up happening is

Je salue cette décision du gouvernement. Je crois qu'elle est louable. Les communications connexes pourraient sans doute être améliorées, car c'est la première fois que j'en entends parler, ce qui est vrai pour bien des choses. Les communications jouent vraiment un rôle clé dans les efforts de sensibilisation, et c'est un aspect auquel on devrait s'intéresser sérieusement.

Il est fâcheux d'apprendre qu'il y a du retard, mais j'ai espoir que le poste sera doté bientôt.

Pour ce qui est des qualités que j'estime importantes, eh bien, le vécu est très important. Un lien avec les communautés musulmanes locales est très important. Une compréhension de l'intersectionnalité est importante, surtout en ce qui a trait à l'importance de souligner les facteurs croisés applicables aux musulmans des minorités visibles, car ils vivent souvent une islamophobie exacerbée.

Il est aussi important que le rôle comprenne un volet éducatif. Sensibiliser la population et déboulonner certains stéréotypes et mythes constituent des aspects centraux du travail qui doivent être menés pour faire disparaître l'islamophobie.

Je vais m'en tenir à cela.

Le sénateur Ravalia : Merci.

M. Afzal : Je pourrais peut-être ajouter un point ou deux.

L'un des éléments clés à saisir, c'est qu'il ne s'agit pas simplement d'islamophobie ou d'islamophobie intersectionnelle, mais bien d'islamophobies à différents degrés selon que vous adoptez une vue d'ensemble ou ciblée. L'islamophobie se manifeste sur différents plans, qu'ils soient idéologique, politique, médiatique et public, voire institutionnel, ce qui comprend les problèmes systémiques au sein du marché du travail, des écoles, du système de justice, des prisons, des hôpitaux et j'en passe.

Au milieu du spectre, il y a les groupes haineux et les industries de l'islamophobie, c'est-à-dire des groupes qui tirent concrètement profit de la propagation d'un discours islamophobe. À la fin du spectre, il y a la vue ciblée, celle du système pénal, avec les crimes haineux, les crimes violents, les interactions personnelles et les préjugés par rapport aux risques, comme je l'ai dit précédemment.

Enfin, l'une des choses fondamentales à comprendre, et je tiens à répéter ce qu'a dit Mme Abawajy, c'est qu'il est très important de s'intéresser aux musulmans des minorités visibles. Il faut aussi éviter de tomber dans le piège de ce que l'on appelle le « musulman modèle ». On peut voir dans beaucoup de publicités une sœur, une musulmane, qui porte un hidjab de couleur dans une campagne sur la diversité. On voit beaucoup ces images. Mme Marvel est un autre exemple. Les gens sont fiers que les musulmans soient représentés dans les médias et ailleurs. C'est une bonne chose. Mais c'est aussi source de

Muslim women who wear colourful hijabs, those are the safe Muslims. But those women who wear a niqab or black hijab, those are the risky ones.

This is the level of insight that the expert and special representative needs to have in addition to the ability to build trust with the Muslim community. Ultimately, real change is going to happen through empowering the Muslim community to take leadership and take a role in dismantling this, using their allies and coming together with the government to do so.

The Chair: Thank you. Senator Ravalia, do you have a follow-up?

Senator Ravalia: Perhaps this is being a little bold, but I wonder if you have any ideas or candidates that you think would be suitable for such a position given the work that you do? Both of you are very engaged in academics and cross-representation. Are there individuals who come to mind? Or would we perhaps leave it at this?

The Chair: I can understand you don't really want to name an individual unless, of course, you feel comfortable naming someone. But I can sense the hesitancy, which is understandable.

Mr. Afzal: It is a difficult question. There are qualified people across Canada. Even Ms. Abawajy here, listening to her insights and lived experiences is very powerful. There are quite a few individuals.

The only issue is that I hope this is not seen as some sort of superhero situation — Superman, Superwoman, whatever you want to call it — where this person is given the burden of dealing with this social problem. Then somehow, if they don't do it in the first year and there is not significant change, they are a failure and the whole initiative was a failure.

There needs to be special representatives, not a special representative. There needs to be more than just one person. That's very important, to get the plurality, and also just to deal with the sheer amount of work that's needed to actually combat Islamophobia.

The Chair: Thank you. Ms. Abawajy, you raised a point, which I keep raising, which is that with 1.5 million Muslims, I'm sure there are a lot of capable people. Why haven't we found someone sooner? Also, this issue has come up that maybe we do need more than one person. Like you said, it might be too much of a responsibility placed on one person's shoulders.

préoccupations, dans le sens où, lorsque l'on crée un « musulman modèle », ce qui se produit, c'est que les femmes qui portent un hidjab de couleur sont vues comme des musulmanes qui ne posent aucun risque. Celles qui portent le niqab ou un hidjab noir, en revanche, sont à craindre.

Voilà le type de regard critique qu'un expert et représentant spécial doit avoir en plus de pouvoir établir un lien de confiance avec la communauté musulmane. Au bout du compte, le véritable changement viendra de l'habilitation de la communauté musulmane à assumer un rôle de leader et à participer au déboulonnement de telles idées, à l'aide de ses alliés et en œuvrant de pair avec le gouvernement.

La présidente : Merci. Sénateur Ravalia, souhaitiez-vous poser une question complémentaire?

Le sénateur Ravalia : C'est peut-être un peu présomptueux de ma part, mais je me demande si vous avez des idées ou connaissez de possibles candidats qui conviendraient à un tel poste compte tenu du travail que vous faites. Vous êtes tous les deux très actifs dans le milieu universitaire et de la représentation croisée. Est-ce que des noms vous viennent à l'esprit? Peut-être préféreriez-vous vous abstenir?

La présidente : Je peux comprendre que vous n'ayez pas vraiment envie de nommer quelqu'un, à moins, bien sûr, que vous soyez à l'aise de le faire. Mais je peux sentir votre hésitation, ce qui est compréhensible.

M. Afzal : C'est une question difficile. Il y a des personnes qualifiées partout au pays. Même Mme Abawajy, ici présente, peut avoir un énorme impact quand on écoute ses réflexions et son vécu. Il y a pas mal de possibilités.

J'espère seulement qu'on ne verra pas dans cette nomination l'arrivée d'une sorte de superhéros, de Superman ou Superwoman, appelez-le comme vous le voulez, qui aura à porter le fardeau de la résolution de ce problème social. Si la personne n'y arrive pas au cours de la première année et que l'on ne voit aucun changement significatif, on en viendra à dire que c'est un échec et que toute l'initiative est un échec.

Il ne doit pas y avoir un seul représentant spécial, mais bien des représentants spéciaux. Il doit y avoir plus d'une personne. Cette pluralité est très importante, ne serait-ce que pour gérer la quantité astronomique de travail qui doit concrètement être fait pour lutter contre l'islamophobie.

La présidente : Merci. Madame Abawajy, vous avez soulevé un point que je passe mon temps à soulever moi-même, soit que, parmi les 1,5 million de musulmans, il y a assurément beaucoup de personnes compétentes. Pourquoi n'avons-nous pas trouvé quelqu'un plus tôt? Aussi, on a soulevé la question qu'il nous faudrait peut-être plus d'une personne. Comme vous l'avez dit, ce pourrait être une responsabilité trop grande pour une seule personne.

[Translation]

Senator Gerba: Mr. Afzal, I find very interesting the associations that you made in your doctoral thesis with words that are linked with Islam, words that are associated with Buddhism, like Zen. This chapter of your thesis shows how these words have harmed Islam. It would be interesting to share this with us.

I would like to come back to the media that creates these words, that associates them with the image they want to link to Islam or Muslims. What do you think we could do as legislators to make the media more responsible?

[English]

Mr. Afzal: I think that this begins by just looking back. In motion 103, if you look at the report done by Canadian Heritage on this, their recommendations at the end of the report called specifically for training journalists and bringing in regulation for helping to mitigate this problem.

Unfortunately, this report I think came out in 2017-18, somewhere around there. There's been no action since those recommendations. This is what we're seeing — a lot of reports and recommendations, but very little action, policy changes or programs that are supporting this.

First and foremost is just doing what we already know and what's already been recommended. We need to train journalists. There needs to be some regulatory insights into this, and maybe even tying it to funding. For example, you can get funding from the Canadian government if you're two journalists talking predominantly about Canadian news. Now, that funding should also come with certain requirements. One of those requirements should be a deeper insight into discrimination, racism, Islamophobia and so on in order to make sure those journalists understand those sensitivities and go through some sort of training for that.

Recommendations could also be given to universities that teach journalism and have journalism programs. Having this funded even as something that could go into multiple departments and teach people about Islamophobia and discrimination could be very helpful. Training and education is key.

Lastly, you need to have key change agents — people who are put in a position to help with this change. The special representative is one of them, which we just talked about. Having these positions, they can go in, develop these relationships with media and help them go along. You need these change agents, and you need them to be supported as well.

[Français]

La sénatrice Gerba : Monsieur Afzal, je trouve très intéressantes les associations que vous avez faites dans le cadre de votre thèse de doctorat avec les mots qui sont associés à l'Islam, les mots qui sont associés au bouddhisme, comme zen. Ce chapitre de votre thèse montre comment ces mots ont nui à l'Islam. Il serait intéressant de nous en faire part.

J'aimerais revenir sur les médias qui créent ces mots, qui les associent à l'image qu'ils veulent lier à l'Islam ou aux musulmans. Que croyez-vous que nous pourrions faire en tant que législateurs pour amener les médias à plus de responsabilités?

[Traduction]

M. Afzal : Selon moi, cela commence en prenant acte du passé. Dans la motion M-103, si vous consultez le rapport de Patrimoine canadien là-dessus, on recommande plus particulièrement de former les journalistes et d'adopter des règlements pour aider à endiguer ce problème.

Malheureusement, ce rapport date, si je ne m'abuse, de 2017-2018. Dans ces eaux-là. Aucune mesure n'a été prise depuis ces recommandations. Voilà où nous en sommes : beaucoup de rapports et de recommandations, mais très peu de mesures, de changements de politiques ou de programmes qui viennent appuyer le tout.

Nous devons avant tout procéder avec ce qui est déjà établi et ce qui a été recommandé. Nous devons former les journalistes. On doit envisager de la réglementation à cet égard, voire y lier le financement. Par exemple, vous pouvez obtenir des fonds du gouvernement canadien si vous êtes deux journalistes qui traitez surtout de nouvelles canadiennes. Ce financement devrait aussi être accompagné de certaines exigences, dont l'une devrait être, d'une part, une meilleure compréhension de la discrimination, du racisme, de l'islamophobie et ainsi de suite afin de veiller à ce que ces journalistes comprennent ces sujets délicats et, d'autre part, l'obtention de quelque formation connexe.

Des recommandations pourraient aussi être faites aux universités qui offrent des programmes en journalisme ou enseignent cette matière. Il pourrait être très utile que cela soit financé, ne serait-ce que sous forme d'une formation dans divers départements pour que les étudiants en apprennent plus sur l'islamophobie et la discrimination. La formation et la sensibilisation sont la clé.

Enfin, il faut avoir des agents pivots du changement, des personnes qui sont nommées à un poste pour favoriser ce changement. Le représentant spécial est l'une d'elles, comme nous venons d'en parler. Une fois en place, ces personnes peuvent tisser des liens avec les médias et les aider à progresser. Vous avez besoin de ces agents du changement, et vous devez aussi les soutenir.

[*Translation*]

Senator Gerba: Thank you. My second question is for Ms. Abawajy. Ms. Abawajy, you talked to us about discrimination or rather Islamophobia among Muslims themselves. Can you give us more details about your experience in this regard?

[*English*]

Ms. Abawajy: If I understand correctly, the question is just to share some experiences of Islamophobia.

Senator Gerba: Yes, thank you.

The Chair: Senator, did you mean within the Muslim community?

Senator Gerba: She said that she has experience with Islamophobia within the Muslim community, namely Sikh.

The Chair: Just to clarify, I think the previous witnesses alluded to it also, we've heard testimony that within the Muslim community, there are incidents of racism also. I think we also heard — I'm forgetting in which city — about the racism that the Sikh community has faced because people can't tell the difference between Sikhs and Muslims because they both have beards. I think that's what she's referring to. Can you talk about that? Thank you.

Ms. Abawajy: Perfect. Thank you so much for elaborating. I can speak from my own experience of being Black and Muslim. There absolutely is discrimination within the Muslim community. There is colourism and racism that exists within the Muslim community. Similarly within the Black community, there is Islamophobia that exists so navigating and walking between these two worlds is a challenge.

Here in Nova Scotia, we have a very large and vibrant Black community and a very large African-Nova Scotian community that is quite organized around the church. A lot of the activities and a lot of the programming is church-centric, which would leave out a lot of Black Muslims like myself.

On the flip side, talking about some experiences of anti-Blackness within the Muslim community, there are everyday examples like people choosing to speak Arabic when they know someone might not speak Arabic and not being inclusive on that interpersonal level. There are more systemic pieces when we think about fundraising campaigns that happen at the mosque, for example. They're often for countries that are within the Middle East and not countries like Ethiopia or the Oromo community that I would be a part of that has a large Muslim community. The fundraising efforts would not be focused on

[*Français*]

La sénatrice Gerba : Merci. Ma deuxième question s'adresse à Mme Abawajy. Madame Abawajy, vous nous avez parlé de la discrimination ou plutôt de l'islamophobie parmi les musulmans eux-mêmes. Pouvez-vous nous donner plus de détails sur votre expérience à ce sujet?

[*Traduction*]

Mme Abawajy : Si j'ai bien compris, la question vise simplement à partager quelques expériences d'islamophobie.

La sénatrice Gerba : Oui, merci.

La présidente : Madame la sénatrice, voulez-vous dire au sein de la communauté musulmane?

La sénatrice Gerba : Elle a déclaré avoir de l'expérience avec l'islamophobie au sein de la communauté musulmane, plus précisément la communauté sikhe.

La présidente : Simplement pour clarifier, je crois que d'autres témoins y ont aussi fait allusion. Nous avons entendu des témoignages voulant que, au sein de la communauté musulmane, il y ait aussi des cas de racisme. Je crois qu'on a également mentionné le racisme que connaît la communauté sikhe, j'ai oublié dans quelle ville, parce que les gens ne peuvent pas faire la différence entre sikhs et musulmans, qui portent dans les deux cas la barbe. Je crois que c'est à cela qu'elle fait référence. Pourriez-vous nous en parler? Merci.

Mme Abawajy : Parfait. Merci énormément de m'avoir fourni des détails. Je peux parler de ma propre expérience en tant que Noire musulmane. Il y a sans contredit de la discrimination au sein de la communauté musulmane. Le colorisme et le racisme sont présents dans la communauté musulmane. Cela vaut aussi pour la communauté noire, où il y a de l'islamophobie. Donc, naviguer dans ces deux mondes est un défi.

Ici, en Nouvelle-Écosse, nous avons une communauté noire très grande et dynamique, de même qu'une communauté afro-néo-écossaise très grande qui est fortement structurée autour de l'Église. Beaucoup des activités et des programmes émanent de l'Église, ce qui exclut beaucoup de musulmans noirs comme moi.

En revanche, quand on parle d'expériences de racisme anti-Noirs au sein de la communauté musulmane, il y a des exemples courants comme de choisir de parler arabe quand on sait que quelqu'un ne parle probablement pas la langue pour ainsi l'exclure des échanges interpersonnels. Il y a des exemples plus systémiques, par exemple quand on pense aux campagnes de financement qui se déroulent à la mosquée. Elles visent souvent des pays du Moyen-Orient plutôt que des pays comme l'Éthiopie ou la communauté oromo, dont je fais partie et qui compte beaucoup de musulmans. Les efforts de collecte de fonds

those areas. There are definitely a lot of conversations that need to happen within communities and amongst community members to dispel some of these.

Like I mentioned, Islamophobia also extends to community members outside of the Muslim community. I often hear this from my Sikh peers who wear a turban, grow their beard and are often mistaken for being Muslims, being told to go back home, for example, or experiences of Islamophobia that are related to xenophobic sentiments but can certainly be labelled as Islamophobic. Those are some of the examples that come to mind when I think about these areas.

Senator Hartling: Thank you to the witnesses for being here. Very interesting conversations. I really appreciated listening to you talking about the narratives and word associations. That's something we all need to think about and how that's got to change.

I wanted to address my question to Ms. Abawajy. I really appreciated what you were saying about the different things you were thinking and writing about. I see it was a real change agent and role model. As a feminist, have you been criticized as a feminist and Muslim, and how do you do that at the same time? Or other women who are feminists? Is that something you or other women have had to deal with?

Ms. Abawajy: Absolutely. My first job was at a sexual assault centre with a feminist organization. I received a lot of questions about how I came to be a feminist, how I held myself in that space and what brought me to that space. So a lot of conversations about what feminism means, deconstructing feminism and trying to make it more inclusive and intersectional. Yes, lots of conversations are coming up right now again around feminism and Islam. They're interesting conversations.

Senator Hartling: I think that's an important conversation. I'm glad you brought that up. Thank you very much.

The Chair: We're almost out of time. I want to mention that I spoke about the issue of the prisoners. It came up in Edmonton and Toronto. We heard about how funding had been cut. Just to go back to what the question was that Senator Jaffer had.

We were struggling here when we started this study, when I proposed talking about Islamophobia in Canada. As we're getting deeper into this study, I'm finding — and I think the other senators are, too — that Islamophobia doesn't adequately address the issues faced by Muslims. A phobia is that you're afraid of something or someone. If you're afraid of Muslims,

ne visent pas ces régions. Il doit sans manifestement y avoir beaucoup de discussions au sein des communautés et entre ses membres pour éliminer certaines de ces circonstances.

Comme je l'ai mentionné, l'islamophobie s'étend aussi aux membres à l'extérieur de la communauté musulmane. Mes pairs sikhs qui portent le turban et se laissent pousser la barbe m'en font souvent la remarque, puisqu'on les confond souvent avec des musulmans; ils se font dire de retourner chez eux, par exemple. Il peut aussi s'agir d'expériences d'islamophobie qui sont de nature xénophobe, mais qui peuvent tout à fait être qualifiées d'islamophobes. Ce sont quelque-uns des exemples qui me viennent en tête quand je pense à ces sujets.

La sénatrice Hartling : Je remercie les témoins de leur présence. Nous avons des conversations fort intéressantes. J'étais très heureuse que vous abordiez le sujet des récits et des associations de mots. Ce sont des choses auxquelles nous devons tous penser, ainsi qu'à la façon de changer cela.

Je voulais poser une question à Mme Abawajy. J'étais vraiment heureuse de vous entendre parler des différentes choses auxquelles vous réfléchissez et sur lesquelles vous écrivez. Je constate que c'était un véritable agent du changement et modèle. En tant que féministe, vous a-t-on critiquée parce que vous êtes féministe et musulmane, et comment arrivez-vous à concilier ces deux réalités? Si vous préférez, il peut s'agir d'autres femmes féministes. S'agit-il de quelque chose que d'autres femmes et vous avez à gérer?

Mme Abawajy : Tout à fait. Mon premier emploi était dans un centre d'aide aux victimes d'agressions sexuelles relevant d'un organisme féministe. On m'a posé bien des questions sur les raisons qui m'ont poussée à devenir féministe, sur la façon dont j'ai pu prendre ma place dans ce cadre et ce qu'il m'a apporté. Donc, ce sont beaucoup de conversations sur le sens du féminisme, à déconstruire le féminisme et à essayer de le rendre plus inclusif et intersectionnel. Oui, on discute beaucoup de féminisme et de l'Islam en ce moment. Ce sont des conversations intéressantes.

La sénatrice Hartling : Je crois que c'est une conversation importante. Je suis heureuse que vous l'ayez mentionnée. Merci beaucoup.

La présidente : Nous n'avons presque plus de temps. Je souligne que j'ai parlé de la question des prisonniers. Elle a été soulevée à Edmonton et à Toronto. On nous a dit qu'on avait retiré le financement. C'est simplement pour faire le lien avec la question de la sénatrice Jaffer.

Au début de cette étude, quand j'ai proposé de traiter de l'islamophobie au Canada, nous avons eu du mal. Plus nous progressons et plus je constate, tout comme les autres sénateurs, je crois, que l'islamophobie n'englobe pas adéquatement les problèmes qu'éprouvent les musulmans. Une phobie correspond à la peur par rapport à quelque chose ou quelqu'un. Si vous avez

what does that fear drive you to do? We're struggling. We're looking at anti-Muslim racism, anti-Muslim hate. We're struggling.

If you have any suggestions, we're looking, we're asking, you can send it to us later. Mr. Afzal, if you want to suggest something now. The same for you, Ms. Abawajy, if there's something you feel we could use to name the study. We're still looking and asking questions.

Mr. Afzal: I can send you a lot. For my thesis, I wrote about 20 pages on just the definition of Islamophobia by looking at how everybody defined it across the world, what the problems were and then how you can coalesce these into something that's workable for policy, easy to understand — and not just easy to understand, but easy to communicate to the wider public. Because if it gets too nuanced, from a branding perspective and from a public discourse perspective, you can lose it and it can be complex. In the rhetoric you give to the public, you don't want to get too complex. You want to make it as simple as possible.

That's why I had that nuance of problematizing Muslim identity and agency. I also like to highlight how to make it relevant to Canadians. How do you make Islamophobia a relevant issue to non-Muslim Canadians? I think that's through four ways at least.

One is that Islamophobia is anti-democratic. By problematizing Muslim identity and agency, you make it an issue for them to be active and equal participants in democracy. They can't access power, authority and have a voice the same way everyone else can. Once you've done that to one group, you've destroyed the principle of democracy — that is, equality for everyone to have a voice. The second is liberty. You can't be who you want to be in this country then, and that affects everybody. The third is public safety and national security. You create conflicts within society that can have generational issues and trauma. The last is you have to deal with problems to peace and prosperity.

When you have less diversity at the table that means you have fewer ideas at the table. You have less innovation and prosperity at the table. Making this relevant to Canadians is possible if you highlight the fact that Islamophobia is anti-democratic — it is an attack on democracy, an attack on Canadian liberty, an attack on

peur des musulmans, comment réagissez-vous? Nous sommes aux prises avec un véritable problème. Nous nous penchons sur le racisme anti-musulman, la haine envers les musulmans. C'est difficile.

Si vous avez des suggestions par rapport à ce que nous examinons, à ce que nous demandons, vous pouvez nous les faire parvenir ultérieurement. Monsieur Afzal, même chose pour vous, madame Abawajy, peut-être souhaiteriez-vous nous faire une suggestion, si vous croyez que nous devrions utiliser quelque chose en particulier pour désigner cette étude. Nous sommes toujours en quête d'une solution et continuons à poser des questions.

M. Afzal : Je peux vous en envoyer beaucoup. Dans ma thèse, j'ai consacré environ 20 pages strictement à la définition de l'islamophobie en examinant de quelle façon elle est définie partout dans le monde, en cernant les problèmes et en établissant de quelle façon fondre le tout en quelque chose de viable pour l'élaboration de politiques, ainsi que facile à comprendre, et pas uniquement facile à comprendre, mais facile à transmettre à un public plus large. Car, à trop faire dans la nuance, on peut s'y perdre et se retrouver avec quelque chose de complexe du point de vue de la promotion de l'image de marque et du discours public. Quand on s'adresse à la population, il faut éviter que ce soit trop complexe. Vous devez viser la plus grande simplicité possible.

C'est pour cette raison que j'ai dû nuancer quant à la problématisation de l'identité musulmane et de son emploi. J'aimerais également insister sur la façon de rendre le tout pertinent pour les Canadiens. Comment peut-on faire de l'islamophobie une question d'intérêt pour les Canadiens non musulmans? Selon moi, il y a au moins quatre façons d'y arriver.

Premièrement, l'islamophobie est antidémocratique. En problématisant l'identité et l'action des musulmans, vous rendez difficile leur participation active et égale à la démocratie. Ils ne peuvent pas accéder au pouvoir ou à l'autorité et faire entendre leur voix de la même manière que les autres. Après avoir fait subir cela à un groupe, vous avez détruit le principe de la démocratie — c'est-à-dire l'égalité nécessaire pour que tous puissent avoir voix au chapitre. Le deuxième principe est celui de la liberté. Dans ce cas, vous ne pouvez pas être la personne que vous voulez être dans ce pays, et cela a des répercussions sur tout le monde. Le troisième principe est celui de la sécurité publique et nationale. Vous créez des conflits au sein de la société, lesquels peuvent entraîner des problèmes et des traumatismes générationnels. Le dernier point, c'est que vous devez éliminer les obstacles à la paix et à la prospérité.

Lorsque les personnes qui négocient sont moins diversifiées, moins d'idées sont présentées à la table des négociations. Les négociations génèrent moins d'innovation et de prospérité. Il est possible de rendre cette question pertinente pour les Canadiens si l'on souligne le fait que l'islamophobie est antidémocratique —

public safety and an attack on Canadian peace and prosperity. That's the rhetoric that needs to get out there and that's the branding that needs to go behind this term.

The Chair: If you can suggest something — we're looking at suggestions. Of course, it's going to be the cover. It can't be too many words. We're also struggling with that. We would appreciate that.

My last question to you, Ms. Abawajy, is this: You received a lot of online hate. What did you do with that? Did you report it to anyone? If you did, what was the response that you got?

Ms. Abawajy: I did not report it. I chose to talk about it and to build awareness around it. I shared it with my friends and my community members. I shared it on Facebook. There were some media who wanted to talk about it, so it turned into an opportunity to build awareness around Islamophobia that's happening in Canada. Often the conversations that I'm a part of, we talk about Islamophobia as this thing that happens across the border and not right here at home. I chose to use my experiences as educational experiences. I did not report them.

The Chair: Thank you for your honesty. It brings us to the point that I've been raising — that incidents of Islamophobia are really under-reported. I like the fact that you turned it into an opportunity to say something positive, talk about it and have a discussion, which is very important to initiate conversations.

Any final word before we adjourn?

Ms. Abawajy: I want to thank you all for having this important conversation. I think we need to be moving the needle forward on Islamophobia. It's something that affects me, my peers and community members. I'm glad to hear that it's being taken seriously at this level. I want to thank you all for that.

The Chair: Thank you.

Mr. Afzal, let me ask you something. You mentioned motion 103. There were quite a few recommendations. Please correct me if I'm wrong, but I don't think any of them except one was acted upon. We saw at the end of the Islamophobia conference that there were also a lot of recommendations. Since then, there's been a deafening silence.

c'est une atteinte à la démocratie, une atteinte à la liberté des Canadiens, une atteinte à la sécurité publique et une atteinte à la paix et à la prospérité des Canadiens. C'est cette rhétorique qui doit être diffusée, et c'est l'image de marque qui doit être associée à ce terme.

La présidente : Si vous pouviez nous faire une suggestion... nous sommes à l'écoute des suggestions. Bien sûr, ce sera la couverture. Il ne faut donc pas qu'il y ait trop de mots. Nous avons aussi du mal à trouver les mots justes. Nous vous serions reconnaissants de toute suggestion.

La dernière question que j'aimerais vous poser, madame Abawajy, est la suivante. Vous avez reçu de nombreux messages haineux en ligne. Comment avez-vous géré cela? L'avez-vous signalé à quelqu'un? Si vous l'avez fait, quelle a été la réponse que vous avez reçue?

Mme Abawajy : Je ne l'ai pas signalé. J'ai choisi d'en parler et de sensibiliser les gens à ce sujet. Je l'ai fait savoir à mes amis et aux membres de ma communauté. J'ai partagé cette information sur Facebook. Certains médias ont voulu en parler, et cela a permis de sensibiliser les gens à l'islamophobie qui sévit au Canada. Souvent, dans les conversations auxquelles je participe, on parle de l'islamophobie comme d'un phénomène qui se produit de l'autre côté de la frontière et non ici, au Canada. J'ai choisi d'utiliser mes expériences à des fins éducatives. Je n'ai pas signalé aux autorités les gens qui m'envoyaient des messages haineux.

La présidente : Je vous remercie de votre honnêteté. Cela nous amène au point que j'ai soulevé, à savoir que seul un petit pourcentage des incidents islamophobes sont signalés. Je me réjouis que vous ayez transformé cela en une occasion de dire quelque chose de positif, d'en parler et d'en discuter, ce qui est très important pour amorcer des conversations.

Avez-vous une dernière déclaration à faire avant que la séance soit levée?

Mme Abawajy : Je tiens à vous remercier tous d'avoir organisé cette importante conversation. Je pense que nous devons faire avancer le dossier de l'islamophobie. C'est un problème qui me touche et qui touche mes pairs et les membres de ma communauté. Je suis heureuse d'entendre dire qu'il est pris au sérieux par le Sénat. Je tiens à vous remercier tous de votre attention.

La présidente : Merci.

Monsieur Afzal, permettez-moi de vous poser une question. Vous avez mentionné la motion M-103. Elle comportait un certain nombre de recommandations. Corrigez-moi si je me trompe, mais je pense qu'aucune de ces recommandations n'a été mise en œuvre, à l'exception d'une seule. Nous avons constaté à la fin de la conférence sur l'islamophobie qu'un grand nombre

Mr. Afzal: When you actually look at this issue more in depth, you start to realize there's a lot going on. For example, there's almost a meta-narrative you can get from just looking at the structure of the recommendations, the way they're worded and the whole political situation that was happening at the time. The way that political parties were politicizing and criticizing the term.

If you look at the recommendations themselves, only the first two recommendations actually mention the word, "Islamophobia." It was almost like they were tiptoeing around this and not really addressing it that much because of the backlash. There was a big backlash and a lot of issues. I'll be honest with you, however. Any time you move forward with dealing with a social problem, there will be backlash because you're challenging the norm.

Even this committee of senators, I commend you and thank you — just like Ms. Abawajy did — because you're taking on a challenge and you will likely get backlash. When you come out with your report, you will have a lot of backlash. I commend you for your courage and steadfastness in seeing this through and being people who are change agents as well in helping us.

The Chair: Thank you very much for that. I want to thank both witnesses for your testimony. It will help us a great deal when we write the report.

Senators, that brings us to the end of the public part of this meeting. We will go in camera very briefly to discuss some future business. Thank you very much.

(The committee continued in camera.)

de recommandations avaient également été formulées. Cependant, depuis cette conférence, un silence assourdissant a régné.

M. Afzal : Lorsque l'on examine cette question plus à fond, on se rend compte qu'il y a beaucoup de choses en jeu. Par exemple, on peut presque obtenir un métadiscours en examinant simplement la structure des recommandations, c'est-à-dire la façon dont elles ont été formulées et l'ensemble de la situation politique de l'époque. Et j'entends par là la façon dont les partis critiquaient le terme et le politisaient.

Si vous étudiez les recommandations en tant que telles, seules les deux premières mentionnent le mot « islamophobie ». C'est comme s'ils tournaient autour du pot et n'en parlaient pas beaucoup à cause de la réaction négative que cela suscitait. Cela a provoqué de nombreuses réactions négatives et de nombreux problèmes. Mais je vais être honnête avec vous. Chaque fois que l'on s'attaque à un problème social, il y a des réactions négatives parce que l'on remet en question la norme.

Même en ce qui concerne votre comité sénatorial, je vous félicite et vous remercie — tout comme Mme Abawajy l'a fait — parce que vous relevez un défi, et vous provoquerez probablement des réactions négatives. Lorsque vous publierez votre rapport, vous ferez face à de nombreuses réactions négatives. Je vous félicite de votre courage et de votre détermination à aller jusqu'au bout et à être des agents de changement pour nous venir en aide.

La présidente : Je vous remercie beaucoup de vos commentaires. Je tiens à remercier les deux témoins des témoignages qu'ils nous ont apportés. Ils nous aideront énormément lorsque nous rédigerons notre rapport.

Chers sénateurs, cela nous amène à la fin de la partie publique de la séance. Nous allons maintenant nous réunir à huis clos très brièvement afin de discuter de certains travaux à venir. Merci beaucoup.

(La séance se poursuit à huis clos.)